

UNIVERSITY OF WUPPERTAL  
BERGISCHE UNIVERSITÄT WUPPERTAL

EUROPÄISCHE WIRTSCHAFT UND  
INTERNATIONALE MAKROÖKONOMIK



Paul J. J. Welfens

**Nouvelle analyse de l'inégalité et de la modernité tardive :**  
**Perspectives économiques et perceptions sociologiques erronées**

EIIW Diskussionsbeitrag 304  
EIIW Discussion Paper 304



*Europäische Wirtschaft und Internationale Wirtschaftsbeziehungen*  
*European Economy and International Economic Relations*

ISSN 1430-5445

EIIW Discussion Papers are registered with RePEc-Econ Papers and in ECONIS

Paul J. J. Welfens

**Nouvelle analyse de l'inégalité et de la modernité tardive :**  
**Perspectives économiques et perceptions sociologiques erronées**

July 28<sup>th</sup> 2021



*Herausgeber/Editor: Prof. Dr. Paul J.J. Welfens, Jean Monnet Chair in European Economic Integration*

EUROPÄISCHES INSTITUT FÜR INTERNATIONALE WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN (EIIW)/  
EUROPEAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL ECONOMIC RELATIONS  
Bergische Universität Wuppertal, Campus Freudenberg, Rainer-Gruenter-Straße 21,  
D-42119 Wuppertal, Germany  
Tel.: (0)202 – 439 13 71  
Fax: (0)202 – 439 13 77  
E-mail: [welfens@eiiw.uni-wuppertal.de](mailto:welfens@eiiw.uni-wuppertal.de)  
[www.eiiw.eu](http://www.eiiw.eu)

**Classification JEL:** D63, F00, O1, O33

**Mots clés :** Inégalité, économie mondiale, technologie, singularité, rationalisme critique, preuves, effet paternoster.

## Résumé :

Depuis les années 1990, les questions de distribution sont à nouveau au centre des analyses dans les pays de l'OCDE et ailleurs. Cependant, il est devenu moins courant dans les sciences sociales de s'engager dans un débat scientifique vigoureux sur des phénomènes et des thèses importants ou de s'engager de manière critique dans différentes approches scientifiques. Cela a conduit à l'existence de différents résultats analytiques dans les sciences sociales - par exemple, dans les domaines de l'économie et de la sociologie - qui se contredisent parfois complètement ; il est intéressant de noter que cela s'applique également aux questions d'analyse des inégalités. Sur la base d'une connaissance des statistiques clés et des analyses de régression ou de simulation, ainsi que grâce aux théorèmes de la théorie du commerce extérieur, une image différenciée de l'évolution de l'inégalité dans le contexte de la mondialisation s'est formée en économie. Cependant, certains experts du domaine de la sociologie en Allemagne, comme Andreas Reckwitz dans son livre *The Society of Singularities*, offrent des contributions au débat qui manquent de tout fondement théorique reconnaissable ou de preuves empiriques sur des sujets aussi importants que l'essor et le déclin économique et culturel ou la dynamique des inégalités. À leur tour, certains acteurs influents de la sphère politique ont été manifestement influencés par des passages non scientifiques du livre de Reckwitz, de sorte que ses affirmations très discutables concernant la dynamique des inégalités - sous le titre d'un "effet paternoster" - pourraient avoir un effet déstabilisant sur la politique nationale en Allemagne, la politique supranationale de l'UE et même au-delà. Les politiques qui ne s'appuient pas sur des affirmations théoriques et factuelles dans des domaines importants, mais plutôt sur des hypothèses non vérifiées, contribuent à la "société du risque" : mettre en danger la stabilité et la prospérité économique de toutes les couches. Il semble souhaitable de travailler sur la base de la théorie et des fondements factuels de la science et de prêter une attention particulière aux résultats empiriques dans les communautés scientifiques et politiques ; ce faisant, il convient également de prendre note de manière critique du débat actuel sur Reckwitz, qui a également été quelque peu controversé dans le domaine de la sociologie. Au demeurant, l'approche consistant à comparer le revenu effectif de la vie au niveau international est importante et novatrice.

### **Zusammenfassung:**

Verteilungsfragen sind seit den 1990er Jahren u.a. in den OECD-Ländern wieder stärker in den Fokus der Analyse gerückt. Es ist in den Sozialwissenschaften wenig üblich geworden, sich wissenschaftlich über wichtige Phänomene und Thesen zu streiten bzw. sich mit verschiedenen wissenschaftlichen Ansätzen kritisch auseinanderzusetzen. Das hat dazu geführt, dass in den Sozialwissenschaften – etwa im Blick auf Ökonomie und Soziologie – unterschiedliche Analysebefunde bestehen, die sich zum Teil vollkommen widersprechen; interessanterweise auch bei Fragen der Ungleichheitsanalyse. Basierend auf der Kenntnis wichtiger Statistiken und Regressions- bzw. Simulationsanalysen sowie dank von Theoremen der Außenwirtschaftstheorie hat man in der Ökonomie ein differenziertes Bild von Ungleichheits-Entwicklungen im Kontext der Globalisierung gebildet. Teile der Soziologie in Deutschland arbeiten, wie Andreas Reckwitz im Buch Die Gesellschaft der Singularitäten, ohne erkennbare theoretische Fundierung bzw. empirische Evidenz bei so wichtigen Themen wie ökonomisch-kultureller Aufstieg und Abstieg bzw. Ungleichheitsdynamik. Manch einflussreicher Akteur in der Politik lässt sich wiederum nachweislich von unwissenschaftlichen Passagen bei Reckwitz in den Bann ziehen, so dass dessen sehr fragwürdige Ungleichheitsdynamik-Behauptung unter der Überschrift „Paternostereffekt“ destabilisierend in Bundes- und EU-Politik sowie darüber hinaus wirken könnte. Politik, die in wichtigen Feldern nicht auf theorie- und evidenzbasierte Aussagen baut, sondern auf ungeprüfte Vermutungen, trägt zur „Risikogesellschaft“ bei: gefährdet Stabilität und ökonomischen Wohlstand aller Schichten. Es erscheint als wünschenswert, theorie- und faktenbasiert in der Wissenschaft zu arbeiten und empirische Ergebnisse dort und in der Politik sorgfältig zu beachten; dabei auch die Reckwitz-Debatte, die auch in der Soziologie kontrovers geführt wird, kritisch zur Kenntnis zu nehmen. Im Übrigen ist der Ansatz, das effektive Lebenszeiteinkommen international zu vergleichen, wichtig und innovativ.

**Remerciements** : Préliminaire ; pour le soutien technique et la génération de statistiques, je remercie en particulier Alina Wilke, Juliane Selzer, Tobias Zander, David Hanrahan, Julia Bahlmann et Marianne Mueller (EIIW/Universität de Wuppertal). L'auteur est seul responsable de l'analyse.

*Prof. Dr. Paul J.J. Welfens, Jean Monnet Professor for European Economic Integration; Chair for Macroeconomics; President of the European Institute for International Economic Relations at the University of Wuppertal, (EIIW), Rainer-Gruenter-Str. 21, D-42119 Wuppertal; +49 202 4391371), Alfred Grosser Professorship 2007/08, Sciences Po, Paris; Research Fellow, IZA, Bonn; Non-Resident Senior Fellow at AICGS/Johns Hopkins University, Washington DC.*

*Prof. Welfens has testified before the US Senate, the German Parliament, the BNetzA, the European Parliament, the European Central Bank, the IMF, the Interaction Council and the UN. Managing co-editor of International Economics and Economic Policy.*

[welfens@eiiw.uni-wuppertal.de](mailto:welfens@eiiw.uni-wuppertal.de),

[www.eiiw.eu](http://www.eiiw.eu)

*EIIW 2020 = 25 years of award-winning research*

**Nouvelle analyse de l'inégalité et de la modernité tardive :**  
**Perspectives économiques et perceptions sociologiques erronées**

EIIW Diskussionsbeitrag 304  
EIIW Discussion Paper 304

# Table of Contents

Table of Contents .....	VI
Liste des figures.....	VII
Liste des tableaux .....	VII
1. Introduction .....	1
2. Quelques points clés sur l'évolution des inégalités économiques .....	6
3. Dynamique de l'inégalité internationale, 1870-2015.....	13
4. La mondialisation moderne : Baisse de l'inégalité internationale, augmentation de l'inégalité dans les pays .....	16
5. Quelques tendances de l'inégalité fondées sur la théorie dans l'économie mondiale .....	20
6. L'analyse Reckwitz de la dynamique des inégalités et de l'effet Paternoster .....	24
7. La mauvaise science, un danger pour la société et la prospérité économique mondiale .	30
Littérature .....	35
Annexe 1 : World Values Survey 2020 ; Questions sélectionnées sur l'inégalité.....	39
Annexe 2 : Indice KOF de la mondialisation 2020 ; les 20 premiers pays classés par l'indice global et les sous-indicateurs.....	41
Annexe 3 : Évolution du ratio de pauvreté dans l'UE et aux États-Unis.....	42
Annexe 4 : World Values Survey - Résultats de l'enquête sur l'identification de classe autodéclarée des répondants dans les pays de l'OCDE et les pays non membres de l'OCDE, 2021 .....	45

## Liste des figures

Fig. 1 : Coefficients de Gini (0 = aucune inégalité, 1= inégalité maximale) aux États-Unis, en Allemagne, en France, au Royaume-Uni, en Italie, au Japon, aux Pays-Bas et en Suède, 1980-2018.....	2
Fig. 2 : Inégalité des revenus aux États-Unis, 1980-2019.....	7
Fig. 3 : Inégalité des revenus en Europe occidentale, 1980-2019.....	8
Fig. 4 : Indice historique de développement humain, pays sélectionnés 1870-2015.....	14
Fig. 5 : Satisfaction de vie autodéclarée en Allemagne, 2017-2021.....	28
Fig. 6 : Conditions de vie en Europe ; Pauvreté et exclusion sociale.....	44
Fig. 7 : Représentation graphique de l'appartenance à une classe dans les pays de l'OCDE, World Values Survey, 2020.....	46
Fig. 8 : Représentation graphique de l'appartenance à une classe dans les pays non membres de l'OCDE, World Values Survey, 2020.....	47

## Liste des tableaux

Tab. 1 : Dépenses de formation continue dans certains pays de l'OCDE (en pourcentage du PIB, triées par dépenses en 2018). .....	10
Tab. 2 : Revenu nominal disponible effectif* relatif (y' ; données annuelles) de l'Allemagne et de la France par rapport aux États-Unis, 1995-2015, ('000 US \$ parité de pouvoir d'achat (PPA)).....	16
Tab. 3 : Stratification par classe des pays de l'OCDE - sur la base de l'appartenance autodéclarée à des groupes de classe, enquête sur les valeurs mondiales 2017-2020.....	19
Tab. 4 : Stratification par classe des pays non membres de l'OCDE - sur la base de l'appartenance autodéclarée à des groupes de classe, enquête sur les valeurs mondiales 2017-2020.....	20
Tab. 5 : Fréquence de l'accès au PC à domicile dans certains pays de l'OCDE, 2019.....	23
Tab. 6 : Indice de globalisation du KOF : Les 20 premiers pays classés par l'indice global et les sous-indicateurs, 2020.....	41
Tab. 7 : Liste des pays (OCDE = 1) .....	45
Tab. 8 : Auto-classification des répondants en fonction de leur appartenance à une classe dans les pays de l'OCDE, World Values Survey 2020.....	46
Tab. 9 : Auto-classification des répondants en fonction de leur appartenance à une classe dans les pays non membres de l'OCDE, World Values Survey 2020.....	47

# 1. Introduction

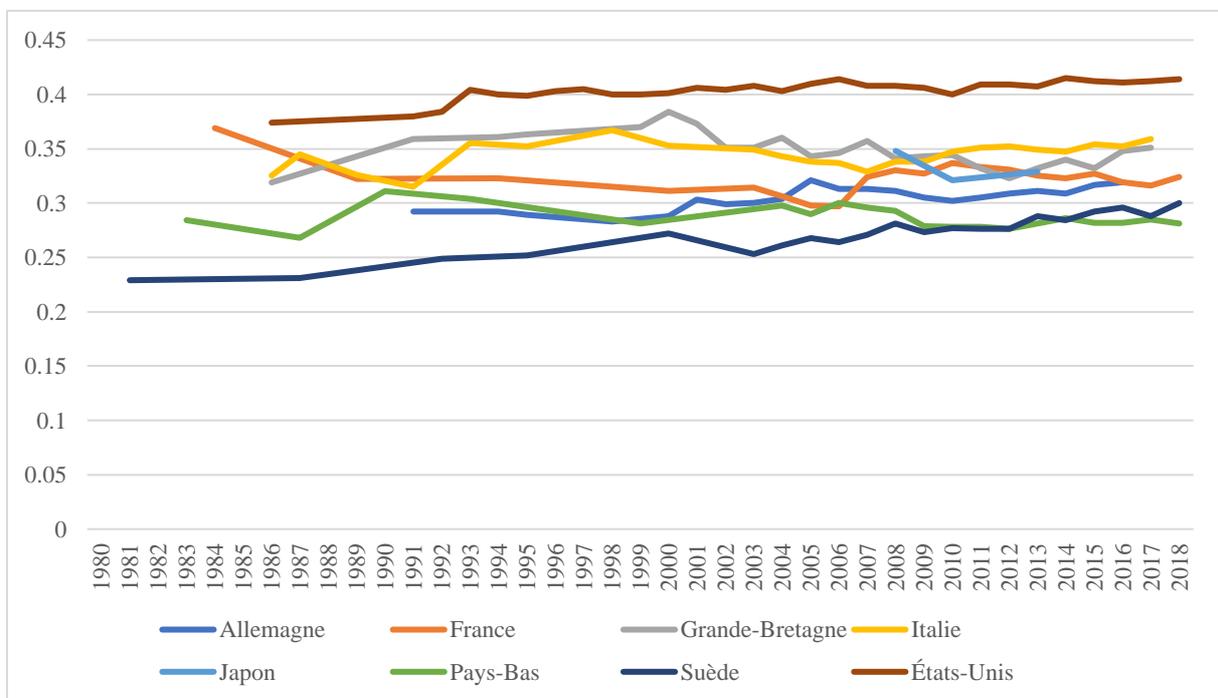
L'économie mondiale a changé à bien des égards depuis les années 1990. La désintégration du groupe socialiste de pays autour de l'Union soviétique et de sa sphère d'influence en 1990/91 est tout aussi remarquable que l'essor économique à long terme de la Chine et la mondialisation des relations économiques par le biais du commerce, des investissements directs, des mouvements de capitaux de portefeuille, des migrations et, surtout, de l'expansion d'Internet et des technologies de l'information et de la communication (TIC). Au sein de l'UE - en particulier après son expansion vers l'Est - mais aussi en Asie, des réseaux de production beaucoup plus étendus et complexes qu'auparavant sont devenus possibles dans le contexte de la numérisation, notamment dans le secteur des TIC. Une nouvelle augmentation de la population mondiale est attendue d'ici à 2050 environ, date à laquelle - au plus tard - de nombreux pays de l'OCDE veulent atteindre la neutralité climatique ; en 2020, la Chine a annoncé son intention d'atteindre cet objectif d'ici à 2060.

Parmi les tendances visibles depuis les années 1980, en particulier dans les pays industrialisés occidentaux, figure une augmentation substantielle de l'inégalité économique : comme il apparaîtra dans cette analyse, une évolution qui est beaucoup plus prononcée aux États-Unis qu'en Europe. Les questions relatives à la dynamique des inégalités ont suscité un intérêt croissant parmi les chercheurs en sciences sociales depuis les années 1990, et en 2018, les Nations unies ont accueilli un atelier de groupe d'experts qui s'est penché sur les perspectives nationales et internationales en matière d'inégalités (auquel j'étais invité et au cours duquel j'ai présenté un article original). Les aspects distributifs, ainsi que les questions d'allocation ou de production, font partie des sujets économiques de poids dans ce domaine, et l'inégalité croissante des revenus aux États-Unis, qui a sans doute contribué de manière significative à la polarisation politique pendant de nombreuses années et finalement à l'élection du président populiste Donald Trump en 2016, est particulièrement pertinente. Une telle polarisation aux États-Unis, et un président ouvertement populiste à la Maison Blanche, peuvent être considérés comme quelque peu exceptionnels dans le contexte de près de 250 ans d'histoire des États-Unis. Reste à savoir si l'élection du président Biden et ses politiques économiques pour les États-Unis peuvent contribuer à remettre l'horloge politique à la "normale" pour les années à venir. En Europe occidentale également, les processus politiques ont changé avec le déclin visible des partis sociaux-démocrates depuis les années 1990 et la montée des "partis verts" qui se concentrent sur les questions environnementales et la politique climatique. Des deux côtés de l'Atlantique, les questions d'inégalité économique restent en tête des préoccupations.

L'analyse dans les sciences sociales peut être différenciée entre les domaines de l'économie, de la sociologie, des sciences politiques et d'autres domaines, chacun d'entre eux examinant le monde qui nous entoure à travers le prisme de ses propres questions de recherche et, en partie, également avec des méthodologies spécifiques au sujet et différentes approches théoriques. Il existe toutefois un noyau de méthodologie de base commune, du moins du point de vue du rationalisme critique - à savoir que l'on tente de classer des phénomènes et des relations supposés à l'aide de la théorie et de l'analyse de données statistiques ou empiriques. En fin de compte, les hypothèses sont provisoirement confirmées ou rejetées par une analyse des données disponibles. Cela est également vrai dans le domaine de l'analyse de l'inégalité et de la stratification, sur lequel de nombreux chercheurs en sciences sociales se sont penchés dans le

contexte de la mondialisation en particulier. Dans le domaine de l'analyse de l'inégalité des revenus, les économistes se concentrent généralement sur les comparaisons internationales du revenu par habitant d'une part, ou sur une comparaison plus large, par exemple, en utilisant le concept de l'indice de développement humain (revenu par habitant, niveau d'éducation, espérance de vie inclus comme piliers) des Nations unies (PNUD, 2020) ; ainsi que sur l'inégalité économique au sein des pays, où, par exemple, la prise en compte des ratios de salaires et de bénéfices est un point de départ commun dans le domaine de la distribution fonctionnelle des revenus - qui se concentre sur les parts de revenus des différents facteurs de production (ici, le travail et le capital). Bien entendu, on peut également examiner les coefficients de Gini, qui montrent une augmentation des inégalités de revenus dans de nombreux pays depuis les années 1980 (figure 1).

**Fig. 1: Coefficients de Gini (0 = aucune inégalité, 1= inégalité maximale) aux États-Unis, en Allemagne, en France, au Royaume-Uni, en Italie, au Japon, aux Pays-Bas et en Suède, 1980-2018.**



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement mondial - Indice de Gini ; présentation personnelle basée sur une conversion de l'indice (pourcentages) en coefficients (0-1).

Les parts de revenus avant et après imposition peuvent différer considérablement, l'imposition effective des revenus des sociétés multinationales s'avérant difficile dans les pays de l'OCDE et ailleurs pendant des décennies. Finalement, des négociations multilatérales sous l'égide de l'OCDE, qui ont duré plusieurs années, ont abouti à un accord en juillet 2021, selon lequel un taux d'imposition minimal de 15 % est envisagé et, en outre, dans le cas des grandes sociétés multinationales, une répartition internationale des recettes fiscales est également prévue sous certaines conditions en fonction des parts de valeur ajoutée du groupe, pays par pays. En ce qui concerne le niveau d'imposition du capital, les données empiriques indiquent ici un rôle important de l'adhésion à des organisations internationales de la part du pays d'accueil pour les

investissements directs cumulés (BAIER, 2019) ; cette adhésion entraîne apparemment une réduction des flux d'investissements directs dans le contexte de l'adhésion du pays d'entrée à une organisation internationale telle que la Banque des règlements internationaux (BRI) - peut-être parce que l'adhésion à la BRI entraîne une augmentation des flux ou des entrées d'investissements de portefeuille, et que la pression exercée sur le gouvernement des pays d'entrée pour rechercher des entrées d'investissements directs par le biais de conditions favorables aux investisseurs étrangers diminue. Les pays qui sont membres de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) - il s'agit de 29 pays postsocialistes qui sont devenus membres de cette banque multilatérale de développement européenne ainsi que de certains autres pays industrialisés - peuvent connaître une diminution des flux d'investissement direct parce que, au moins pour les pays en transition, l'adhésion à la BERD indique une sorte de station de la Croix-Rouge pour ces pays pendant une décennie ou deux - ce n'est qu'à plus long terme que les impulsions de réforme de la BERD sont susceptibles d'entraîner des réformes institutionnelles durables dans les pays membres de la BERD, ce qui devrait augmenter les flux d'investissement direct.

Dans ce qui suit, nous faisons largement abstraction des aspects fiscaux des bénéficiaires des entreprises, même si ces derniers jouent naturellement un rôle pour les hauts revenus dans de très nombreux pays. En ce qui concerne la forte augmentation des revenus du 1% des personnes ayant les revenus les plus élevés, en Suisse, par exemple, les revenus provenant de l'étranger jouent un rôle particulièrement important (FÖLLMI/MARTINEZ, 2017) - pour la Suisse, cela indique donc une importance accrue des bénéficiaires des filiales à l'étranger ou, par exemple, des revenus d'intérêts provenant d'investissements de portefeuille internationaux. Pour autant que la concurrence fiscale internationale entre les pays de l'OCDE (et d'autres pays) soit limitée à l'avenir, cela pourrait bien conduire à un gain de revenus réels à l'échelle mondiale ; en supposant que l'allocation mondiale des investissements directs sera, à l'avenir, de plus en plus façonnée par les différences entre les produits marginaux physiques du capital que par les décisions complexes d'investissement direct des entreprises multinationales, sur lesquelles les modèles de minimisation fiscale internationale ont eu tendance à se concentrer jusqu'à présent.

Les inégalités régionales de revenus sont également abordées, par exemple, dans le cadre d'analyses américaines ou européennes, la Commission européenne s'attachant tout particulièrement à aider les régions dont le revenu est inférieur à 75 % du revenu moyen de l'UE par le biais des fonds structurels et régionaux (pour une analyse de l'efficacité des fonds européens, voir BECKER ET AL, 2010). Dans l'UE, les transferts régionaux nationaux et les flux migratoires intra-UE sont susceptibles de jouer un rôle dans les disparités de revenus régionales, en plus des transferts européens.

Enfin, on peut aussi développer des considérations sur les inégalités de revenus sur la base de groupes particuliers ou de la division de la société en strates ou classes - comme en Sociologie. Ici, RECKWITZ (2017) a présenté une étude intéressante à lire, *The Society of Singularities* [trad. La société des singularités], affirmant l'émergence d'une nouvelle classe moyenne et la descente de la classe inférieure dans le contexte, entre autres, des développements de la modernisation numérique et des changements dans le "capital économique respectif" et le "capital culturel" : Une analyse influente, mais qui n'est pas étayée par des faits (pas même dans RECKWITZ, 2019) et qui a suscité des critiques importantes de la part de collègues au sein du champ de la sociologie, comme on peut le lire dans les deux premiers numéros de *Léviathan* en 2021. L'analyse suivante aborde le phénomène d'inégalité cité et d'autres phénomènes

d'inégalité et présente quelques résultats statistiques importants, tout en discutant de l'influence du débat sur l'inégalité économique et sociologique sur la politique. Compte tenu de l'importance croissante de la mondialisation numérique, il convient de noter ici qu'Internet peut créer temporairement des positions pour les fournisseurs qui se caractérisent par un pouvoir de marché important dans certains domaines - pensons par exemple à Google dans le domaine des services de moteur de recherche - mais les innovations technologiques des concurrents, et parfois aussi des start-up, peuvent avoir un effet d'intensification de la concurrence, et la concurrence potentielle peut limiter le pouvoir de marché même des fournisseurs numériques actuellement importants (HAUCAP/HEIMESHOF, 2014). Ces aspects de l'économie numérique ne seront abordés que de manière marginale dans la suite de ce document.

L'une des récentes conclusions empiriques intéressantes de la littérature (CIANI, 2021) est que l'augmentation de l'inégalité des revenus modifie la structure des importations de telle sorte que davantage de biens sont fournis par les pays exportateurs dans les segments de prix et de qualité moyens - plutôt qu'élevés - ; la réduction de l'inégalité des revenus agit comme un élément positif pour les exportations de haute qualité des pays de l'OCDE, par exemple. Toutefois, le chevauchement de la diminution de l'inégalité internationale des revenus (c'est-à-dire entre les pays) et de l'augmentation de l'inégalité des revenus à l'intérieur des pays n'a pas été cartographié dans l'étude susmentionnée.

Au-delà des résultats statistiques disponibles sur l'inégalité, il est également clair ici que, d'un point de vue économique, il est possible d'utiliser certains théorèmes (bien connus) dérivés de la théorie pour évaluer de manière significative les effets relatifs sur le revenu et l'inégalité des récents développements économiques et liés à l'inégalité - et pour justifier la nécessité d'une réforme politique de cette manière - même si les données statistiques sur l'inégalité actuelle et sur les changements dans les positions de distribution ne sont pas encore disponibles. L'analyse théorique est donc un point de départ très important pour une modernisation opportune des politiques.

La présente analyse traite et porte un regard critique sur les questions suivantes :

- La dynamique des inégalités économiques et "culturelles" dans l'économie mondiale ;
- Les remarques, en partie étranges d'un point de vue économique, d'Andreas Reckwitz sur "l'effet paternoster" dans son livre *The Society of Singularities* ; ce livre est considéré ici - avec une simplification évidente - comme une étude de cas influente d'une sociologie allemande pauvre en théorie et sans preuves.

Bien sûr, il ne s'agit pas de nier qu'il existe des analyses de grande qualité, y compris théoriques et empiriques, dans une très large section de la sociologie en Allemagne. Les points de vue développés ici ne sont initialement que les miens en tant qu'économiste, mais ils sont probablement représentatifs de ceux de nombreux spécialistes des sciences sociales qui rejettent, par exemple, l'école historique allemande et d'autres approches pauvres en preuves, et suivent le rationalisme critique.

Le reste de l'enquête porte également sur :

- Comment l'inégalité économique s'est développée dans certaines régions du monde et en ce qui concerne certains groupes professionnels et comment elle est susceptible de

continuer à se développer à moyen terme. D'une part, les statistiques du groupe de recherche dirigé par Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman (World Inequality Lab/World Inequality Database) sont utilisées, et d'autre part, il est fait référence à nos propres recherches (et à celles de l'EIIW) ;

- La mesure dans laquelle les théorèmes connus de la théorie du commerce extérieur peuvent être utilement appliqués à l'analyse de l'inégalité économique ; ces théorèmes sont des résultats théoriques issus d'une analyse de modèle, qui se sont également révélés assez robustes, c'est-à-dire exacts, dans des études empiriques ultérieures.
- En outre, on peut se référer aux questions du World Value Survey, qui peuvent fournir des indications sur les aspects économique-culturels de l'inégalité ou sur l'attitude nationale (représentative) respective à l'égard des questions d'inégalité. Les données du WVS ne sont pas utilisées ici - sauf pour l'aperçu des questions dans l'annexe 1 ; cependant, les résultats du panel socio-économique en Allemagne sont inclus.
- Il n'est pas exclu qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, les gens aient chacun leur propre "identité numérique" au sens de TIROLE (2021), qui indique une nouvelle fonction d'utilité "représentative" concevable avec pour arguments la consommation par habitant et la réputation numérique, la simple maximisation de la consommation par habitant, jusqu'ici habituelle, ne devant plus être l'étalon du bien-être, mais la référence à une fonction d'utilité de Tirole avec les deux arguments mentionnés ; dans ce contexte, l'argument de l'identité numérique pourrait être considéré comme faisant partie de l'"utilité numérique culturelle".

Nous montrerons ci-après, sur la base de statistiques et en nous référant à des études empiriques récentes, que les différences internationales de revenu par habitant (mesurées en termes de pouvoir d'achat) ont diminué depuis 1980 environ, alors que, dans le même temps, certains mécanismes de mondialisation entraînent une plus grande inégalité des revenus dans de nombreux pays, y compris au sein de la population active. Ces nouvelles inégalités économiques nationales ne sont toutefois pas inévitables, comme le montre l'examen des expériences de politique économique ou des options politiques. Les thèses de Reckwitz sur la nouvelle classe moyenne et le déclin de la classe marginale sont rejetées ici dans la mesure où Reckwitz ne présente aucune preuve de ses hypothèses.

Il est souligné ici dans l'analyse globale qu'il s'agit d'un nouveau type de risque pour l'Allemagne, l'Europe et l'économie mondiale si les politiciens se fient aux hypothèses d'inégalité de certains scientifiques qui ne sont pas soutenues par des observations. La publication de Reckwitz, qui ne peut être qualifiée de scientifique dans des domaines importants, devient paradoxalement un élément de la société à risque elle-même d'un point de vue économique : en effet, les politiciens qui construisent d'importantes convictions politiques sur la base de fausses évaluations de la réalité, qui deviennent à leur tour la base des politiques de réforme, ne peuvent pas du tout réduire de manière significative les problèmes indirectement perçus, mais exacerbent peut-être les problèmes socio-économiques globaux.

Cependant, les personnes des couches inférieures ne sont guère en mesure de se défendre contre ces politiques malavisées, car elles ne sont généralement pas très bien organisées et, selon les

critères de l'OFFE (1972 ; 1973), peu aptes au conflit. Si, par conséquent, une analyse critique des déséquilibres est présentée ici, elle a également une pertinence politique et l'analyse économique peut raisonnablement se préoccuper de protéger les couches ayant les plus faibles revenus par habitant contre une grave détérioration de leur situation de vie par des politiques malavisées.

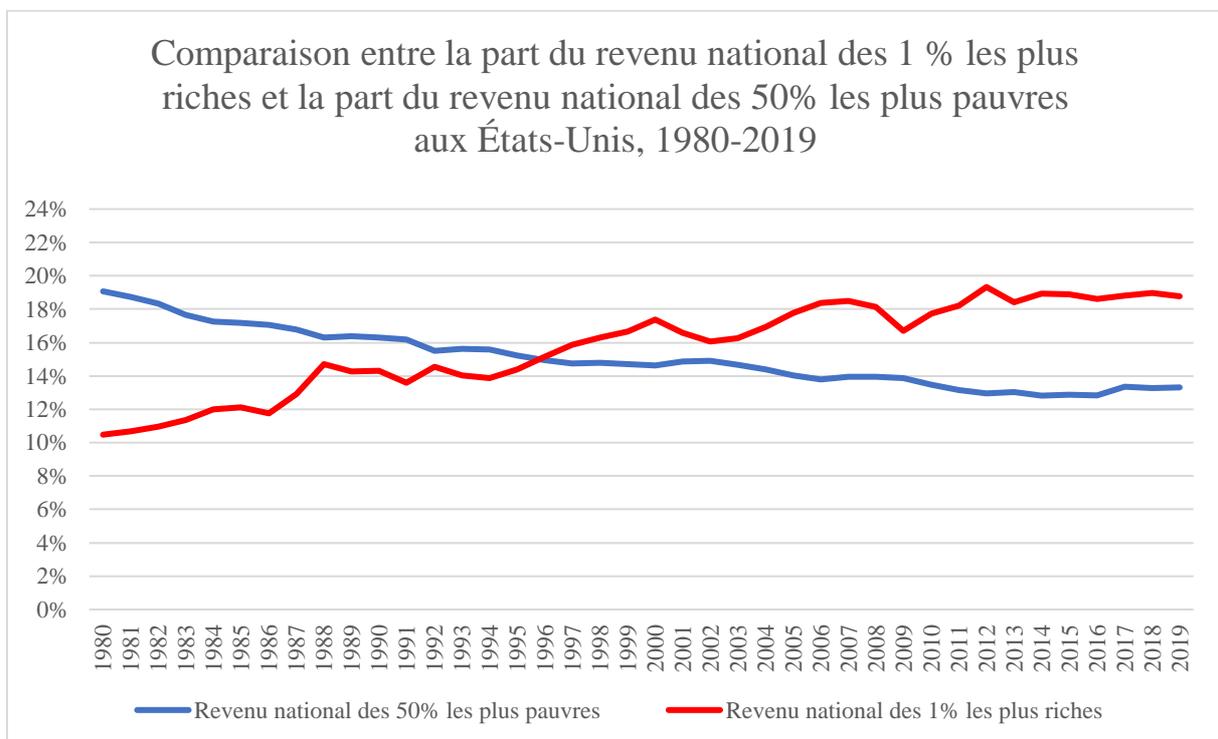
En outre, l'analyse globale jette un regard critique sur certaines des thèses de Reckwitz ; ses analyses sont rejetées comme non scientifiques. La structure du reste de l'analyse est telle qu'elle examine d'abord les inégalités de revenus aux États-Unis et en Europe occidentale sur environ trois décennies (1980-2018). La section 3 examine de manière comparative l'évolution internationale à long terme de l'économie et de l'éducation de 1870 à 2015, avant que la section 4 ne mette en évidence les effets de l'inégalité de nature économique découlant de divers effets de la mondialisation ou de la technologie et de la dynamique de la mondialisation moderne, qui peuvent également être complétés par les statistiques de l'indice de mondialisation du KOF avec des indicateurs dans le domaine de la politique et de la culture (un tableau avec des résultats sélectionnés de l'indice de mondialisation du KOF pour 2020 dans les domaines de l'économie, de la politique et de la culture/société figure à l'annexe 2). La section 5 montre que certaines évolutions de l'inégalité des revenus dans l'économie mondiale peuvent être déduites des développements récents dans certains domaines (par exemple, la politique du changement climatique en tant que nouveau domaine d'action dans de nombreux pays du monde, ou les effets du choc Corona dans de nombreux pays) en donnant un sens aux théorèmes bien connus de la théorie du commerce extérieur. La section 6 pose la question de savoir dans quelle mesure l'analyse de l'inégalité de Reckwitz peut être qualifiée de scientifique, tandis que la dernière section, la section 7, souligne les problèmes qui se posent aux citoyens d'un pays lorsque les politiciens prennent pour base de leurs politiques des affirmations non testées - et finalement souvent fausses - de certains acteurs de la communauté universitaire.

## **2. Quelques points clés sur l'évolution des inégalités économiques**

Depuis les années 1980, les disparités de revenus se sont accrues aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans l'UE-27. Pourtant, les revenus absolus par habitant - en termes de pouvoir d'achat - n'ont pratiquement pas diminué pour aucun groupe entre 1980 et 2019 aux États-Unis, par exemple. Cependant, la part de la moitié inférieure des revenus aux États-Unis est passée de 19 % à environ 13 % des revenus marchands entre 1980 et 2019 (ALVAREDO ET AL. , 2021 ; World Inequality Database). L'élection du président Trump en 2016 a certainement été influencée en partie par cette tendance (WELFENS, 2019 ; 2020). Toutefois, dans les discours publics prononcés pendant sa campagne présidentielle de 2016, le populiste Trump n'a pas seulement invoqué le sort des pauvres, ou des "hommes et femmes oubliés", mais a immédiatement ajouté que la redistribution des revenus ou la politique sociale du gouvernement n'était pas vraiment utile : Après tout, ces politiques ne profitent qu'aux nombreux immigrants pauvres, ce qui ne correspond tout simplement pas aux faits (EICHENGREEN, 2018). La part de revenu des 1 % des personnes les mieux rémunérées aux États-Unis (nous parlons ici des parts de revenu marchand) a presque doublé entre 1980 et 2012, passant d'environ 10 % à près de 20 % (voir la figure 2). L'Europe est d'ailleurs différente des États-Unis à cet égard ; elle a

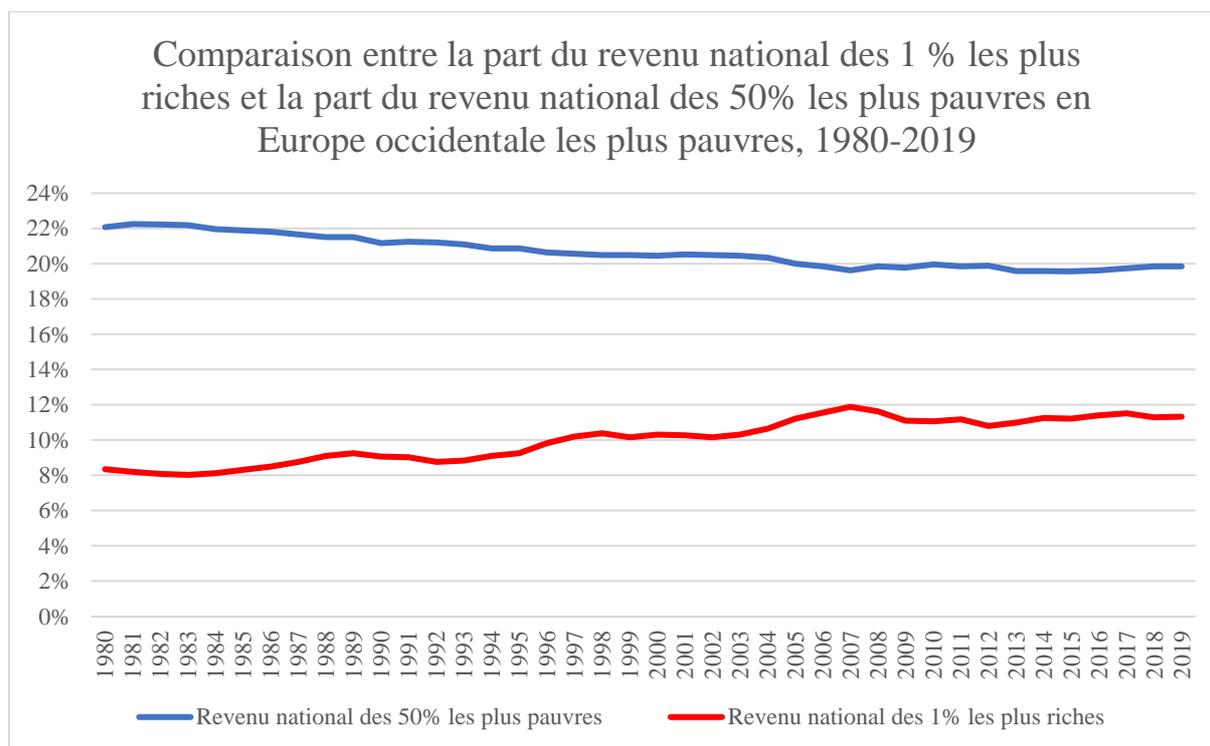
vu la part de revenu de la moitié inférieure des personnes percevant un revenu chuter de 22 % à 20 % au cours de la même période 1980-2018, une évolution beaucoup moins spectaculaire que celle des États-Unis. La part des 1 % de personnes gagnant le plus de revenus est passée de 8 à 10 % en Europe occidentale (voir graphique 3). Dans la mesure où les négociations menées par l'OCDE en vue de l'introduction d'un impôt minimum international sur le capital aboutissent d'ici à 2030, on peut raisonnablement s'attendre à ce que les parts de revenu après impôt des 1 % de personnes ayant les revenus les plus élevés diminuent.

**Fig. 2: Inégalité des revenus aux États-Unis, 1980-2019**



Source : Présentation personnelle des données de la base de données sur les inégalités mondiales <https://wid.world> (consulté le 28.06.21). Note : La part du revenu national se réfère au revenu avant impôts.

**Fig. 3: Inégalité des revenus en Europe occidentale, 1980-2019**



Source : Présentation personnelle des données de la base de données sur les inégalités mondiales <https://wid.world> (consulté le 28.06.21). Note : La part du revenu national se réfère au revenu avant impôts.

Parmi les aspects de l'inégalité en Allemagne, issus du panel socio-économique allemand (SOEP), qui sont intéressants en termes de revenu réel disponible, figure la constatation que le décile le plus bas (10 %) des personnes percevant un revenu a connu une baisse absolue de son revenu réel au cours de la période 1991-2017, tandis que les autres déciles ont enregistré une augmentation de leur revenu au fil du temps ; des résultats notables d'enquêtes menées en Allemagne et dans d'autres pays montrent qu'il existe une large perception erronée en ce qui concerne la réduction à long terme de la pauvreté mondiale dans les comparaisons internationales de pays (NIEHUES/STOCKHAUSEN, 2021) : jusqu'à près de 90% des personnes interrogées supposent à tort une augmentation du problème de la pauvreté dans le monde.

Cela pourrait en fait soulever une question de recherche intéressante, à savoir pourquoi de telles perceptions erronées ont été constatées de manière répétée dans les enquêtes depuis plusieurs années (la couverture médiatique exerçant vraisemblablement une influence importante sur la perception de l'inégalité). D'autres résultats d'enquête de l'Institut allemand de recherche économique (DIW Berlin) sur l'inégalité des revenus peuvent également être considérés comme remarquables - par exemple, presque personne en Allemagne ne se considère comme faisant partie des 20 % des revenus les plus riches (bien que les 20 % des revenus les plus élevés soient sous-représentés dans le panel socio-économique). Les résultats des recherches du DIW (GRABKA/GOEBEL, 2020), qui sont résumés ici dans le contexte du fort développement économique de 2000 à 2019, sont importants si l'on se concentre sur l'Allemagne :

- Les revenus réels des ménages ont augmenté de 12 % depuis 2000, le décile de revenu le plus bas de la distribution en bénéficiant également depuis 2015 ;
- En termes de revenu des ménages, l'inégalité est restée à peu près la même depuis plus d'une décennie ;
- Dans la population non issue de l'immigration, le taux de faible revenu est resté plus ou moins stable - dans certains groupes d'âge, il a diminué ;
- Le taux de faible revenu parmi les personnes issues de l'immigration directe a augmenté pour atteindre environ 30 %, ce qui montre que la politique doit se concentrer sur une meilleure intégration linguistique et au marché du travail, avec des mesures supplémentaires ;
- Les chocs économiques de Corona n'ont pas accru les inégalités de revenus en Allemagne ; les allocations de chômage partiel et les mesures de soutien de la politique économique ont permis de limiter les effets négatifs sur les revenus ;
- Dans l'optique de la cohésion de la société, on pourrait normativement ajouter que l'Allemagne, en tant que pays d'immigrants, devrait effectivement se préoccuper d'intégrer davantage les groupes d'immigrants à moyen terme ; d'autant plus qu'en l'espace de deux décennies, le nombre d'immigrants en Allemagne a atteint un ordre de grandeur d'environ cinq millions, ce qui correspond en soi à une augmentation de la population d'un bon 6 % au cours de cette période.

À moyen terme, une plus grande différenciation des revenus pourrait résulter de l'expansion du secteur des services, dans lequel on trouve des emplois à forte intensité de connaissances - souvent à profil numérique - ainsi que de nombreux emplois pour les travailleurs non qualifiés. Étant donné que le secteur des services est en croissance à long terme en ce qui concerne la part correspondante de la valeur ajoutée et des employés et qu'une partie du secteur des services n'est pas très capitalistique, les emplois de services à faible intensité de compétences ont généralement aussi des taux de salaire réel faibles en raison de la faible productivité du travail. Les processus de paupérisation peuvent donc certainement commencer par des emplois peu rémunérés dans le secteur des services - mais ils peuvent bien sûr aussi être associés à un chômage de longue durée. Les chiffres du panel socio-économique en Allemagne montrent également des parts de pauvreté élevées pour les parents isolés, la tendance à l'affaiblissement de l'institution du mariage, par exemple, étant apparemment devenue l'un des moteurs de l'expansion de la pauvreté. De nombreux aspects de l'inégalité ont été étudiés au niveau international, notamment par des organisations internationales (par exemple, OCDE, 2018 ; WELFENS/UDALOV, 2018). En ce qui concerne l'immigration, une vague d'immigration peut initialement entraîner une augmentation des taux de pauvreté, car ce n'est qu'après avoir appris la langue du pays d'accueil que de nombreuses personnes qualifiées trouvent ensuite un emploi de travailleur qualifié.

La dynamique des inégalités dans les pays industrialisés a donné lieu à de nombreuses analyses dans les sciences sociales. L'ouvrage d'Andreas RECKWITZ (2017) *The Society of Singularities* (version anglaise : 2020) en sociologie en Allemagne affirme l'émergence d'une nouvelle classe moyenne et relie les aspects de la distribution des revenus avec les aspects culturels ainsi que les perspectives auto-stylisées des groupes. Dans son analyse des classes,

Reckwitz combine le capital économique et le capital culturel - généralement lié à l'éducation - (à la suite du sociologue Bourdieu, qui considérait en plus le capital social) et soutient que l'ancienne classe moyenne se désintègre largement en une nouvelle classe moyenne bien éduquée avec des revenus élevés et un bon accès aux événements culturels d'une part, et une classe de pauvreté déconnectée d'autre part (RECKWITZ, 2019). L'auteur n'esquisse pas une fonction de répartition dérivée d'analyses statistiques, de données objectives ou de résultats d'enquêtes, ni, par exemple, un "oignon de Bolte" modifié et stratifié et ne reprend que superficiellement le mot de Schelsky sur la société de classe moyenne nivelée. Selon Reckwitz, celle-ci s'est désintégrée au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la nouvelle classe moyenne mettant l'accent sur la singularisation dans le sens de la création de caractéristiques de statut uniques ainsi que d'activités "valorisées" en plus d'une bonne position de revenu - beaucoup de choses et d'activités ne sont pas censées être un moyen pour atteindre une fin, mais précieuses en soi (RECKWITZ, 2019, p. 93).

Reckwitz affirme que la société s'est développée de telle manière que l'ascension socio-économique d'un nouveau groupe de population de la classe moyenne (la classe moyenne est également définie en mettant l'accent sur la position culturelle) s'est accompagnée du déclin d'un autre groupe, créant une énorme polarisation ou un déclin massif de la classe inférieure : c'est ce que l'auteur appelle le " principe du paternoster " (RECKWITZ, 2017). Reckwitz ne fournit aucun résultat statistique pour soutenir une telle évolution en tant que phénomène empirique. Reckwitz ne prend pas non plus la peine de traiter les différents pays ou groupes de pays de l'OCDE de manière différenciée ou exemplaire (exceptions rudimentaires : l'Allemagne ou les États-Unis). Mais le pessimisme de Reckwitz avec la fausse affirmation du jeu économique à somme nulle rayonne dans de nombreux pays du monde, où les philosophes ou sociologues allemands, de Kant à Höffe ou de Karl Marx à Max Weber, sont très appréciés.

Toutefois, les perdants de la modernisation industrielle et ceux qui ne sont pas initialement en mesure de venir avec certaines compétences dans le cadre de la numérisation accélérée du secteur des services ont des possibilités de formation continue dans de nombreux pays de l'UE et en Suisse, y compris grâce à des financements publics ; aux États-Unis et au Royaume-Uni, cela n'a pas tendance à s'appliquer avec des dépenses publiques proches de zéro. Les dépenses gouvernementales en matière de formation continue dans les pays d'Europe continentale représentent environ 0,25 % du produit intérieur brut (PIB) ; au Danemark, elles ont même atteint 0,6 % en 2018.

**Tab. 1: Dépenses de formation continue dans certains pays de l'OCDE (en pourcentage du PIB, triées par dépenses en 2018).**

	1995	2000	2005	2010	2015	2018
Danemark	1.21	1.10	0.72	0.99	0.88	0.58
Italie	0.24	0.46	0.4	0.29	0.38	0.35
France	0.63	0.52	0.4	0.4	0.32	0.28
Suisse	0.16	0.21	0.34	0.27	0.25	0.24
Allemagne	0.5	0.61	0.44	0.37	0.23	0.2
États-Unis	0.06	0.06	0.05	0.05	0.04	0.04
Grande-Bretagne	0.09	0.06	0.03	0.03	.	.

Source : Présentation personnelle basée sur des données de l'OCDE, OECD.Stat "Public expenditure and participant stocks on labor market programs".

Mais cela n'empêche nullement les hommes politiques allemands - et d'autres pays de l'UE - de polémiquer sur une inégalité toujours plus grande, voire de développer des définitions du bonheur qui évoquent une sorte de malheur permanent de la société : En Allemagne, Robert Habeck, co-leader des Verts, a formulé cette position en se référant à Reckwitz dans son nouveau livre (HABECK, 2021), des propos qui ont d'abord été peu remarqués et sont restés étrangement sans critique. La question des défis politiques dans le contexte de l'inégalité économique est ancienne et occupe les philosophes et les économistes depuis des siècles. Ainsi, les économistes classiques et un certain nombre de philosophes britanniques ont posé la question de savoir quelle distinction il fallait faire entre l'État et l'économie privée et dans quelle mesure, par exemple, la concurrence entre les fournisseurs privés dans la production de biens destinés aux marchés conduirait à une évolution qui serait non seulement économiquement favorable aux fournisseurs considérés mais aussi bénéfique pour la société dans son ensemble. Il n'a pas fallu longtemps, du moins à Adam Smith, pour identifier certains problèmes concernant la relation entre le bonheur (la position) de l'individu - éventuellement aussi dans le contexte d'un groupe social - et celui de la société au sens large ou celui d'autres groupes.

Comme on le sait, Smith a préconisé que la concurrence sur les marchés soit protégée par l'État, et dans son ouvrage classique "La richesse des nations", il préconise également que les employés puissent se regrouper pour protéger leurs intérêts, tout comme les entrepreneurs étaient déjà en mesure de le faire dans l'ordre économique britannique de l'époque. Ce n'est qu'environ deux cents ans plus tard que le philosophe américain John Rawls s'est penché sur la question de savoir quels principes pourraient faire l'objet d'un consensus dans une perspective de droit quasi-naturel - avec une exigence de neutralité dans l'optique que l'individu ne devrait pas connaître sa future position économique lors de la définition des principes étatiques de politique économique et sociale. Cela revient bien sûr à des questions normatives, avec les réponses de RAWLS (1971) selon lesquelles toutes les fonctions publiques devraient être accessibles à tous et donc être soumises au double principe de l'égalité des chances et de la concurrence ; enfin, le "principe de la différence" devrait s'appliquer, selon lequel l'inégalité doit être acceptée tant qu'il est garanti - si nécessaire par des lois étatiques ou une redistribution - que les revenus des plus pauvres augmentent également avec le temps.

### ***Approches historiques et récentes sélectionnées du bonheur et approches kantienne***

À la fin du 18<sup>e</sup> siècle, le philosophe juridique britannique Jeremy Bentham a publié des contributions selon lesquelles l'objectif de l'action de l'État devrait être d'atteindre le plus grand bonheur du plus grand nombre possible de citoyens. En d'autres termes, il s'agissait d'augmenter l'utilité des personnes de manière significative (aujourd'hui, augmenter le revenu par habitant pour le plus grand nombre de personnes possible). Depuis 1880 environ, de nombreux partis politiques en Europe ont suivi les idées de Bentham et de John Stuart Mill - partis libéraux, socialistes et conservateurs - presque toujours liées à la promesse d'une éducation de qualité, dont l'État devrait également assumer la responsabilité.

Quelle serait la meilleure façon d'atteindre l'état de bonheur orienté vers un but formulé par Bentham ? La réponse du philosophe moral et économiste écossais Adam Smith était la suivante : par la liberté économique et la concurrence sur le marché - avec une large division du travail et une activité étatique clairement limitée. Ce dernier devrait toutefois veiller, en particulier, à fournir de bonnes écoles, une défense nationale, un système judiciaire, un service postal et des

recettes publiques suffisamment élevées pour financer ces activités. Ce point de vue a été largement adopté par les économistes occidentaux depuis l'année de publication de l'opus magnum de Smith, *La richesse des nations*, en 1776. Le philosophe Kant, quant à lui, était moins directement orienté vers l'utilité : son "impératif catégorique" exigeait un comportement acceptable pour le grand public comme principe d'une loi. Une idée commune des lumières et du progrès, comme l'a montré le cas de l'Europe et des États-Unis, peut maintenir la cohésion des pays et des sociétés et, en outre, créer la prospérité ou le revenu national qui peut également servir de base à une redistribution par l'État. D'un point de vue moderne, l'État, à son tour, a d'autres tâches, à savoir internaliser les effets externes positifs - par exemple, dans la recherche des entreprises (via des subventions à la recherche) - et les effets externes négatifs (via une fiscalité spéciale) de la production des entreprises.

Si l'on souhaite disposer d'une évaluation solide de l'évolution de la dynamique de l'inégalité aux États-Unis et dans des parties substantielles - c'est-à-dire des pays individuels - de l'Union européenne, il est possible de procéder à une évaluation sur la base de certains modèles économiques (de type macroéconomique, par exemple) ; par exemple, dans le contexte des modèles macroéconomiques DSGE, dans lesquels l'inclusion des investissements directs - c'est-à-dire, en fin de compte, des entreprises multinationales - n'a réussi que récemment, également en relation avec la prise en compte des innovations de processus habituelles et des innovations de produits autrement peu considérées (ROEGER/WELFENS, 2021). Au lieu d'utiliser des modèles et des simulations, on peut toutefois s'appuyer sur des théorèmes bien connus de la théorie du commerce extérieur lorsqu'il s'agit d'inclure d'importantes tendances technologiques ou d'autres changements, tels que les dotations relatives en facteurs (pensez par exemple à l'intensité du capital K/L, c'est-à-dire l'utilisation de machines et de capital par heure travaillée). Ici, trois théorèmes pour les économies ouvertes sont soulignés :

- Le théorème de Heckscher-Ohlin, qui fait des déclarations sur les relations entre les prix des facteurs - comme le rapport entre le taux de salaire réel et le taux d'intérêt réel (taux d'intérêt du marché moins le taux d'inflation) - dans le contexte de l'ouverture d'un pays au commerce extérieur ; considérons, par exemple, l'ouverture de la Chine en 1978 : comment le rapport entre le salaire et l'intérêt aux États-Unis et dans l'UE - et même en Chine - évolue-t-il après l'ouverture de la Chine ? En Chine, le rapport salaires/intérêts augmente, alors qu'il diminue aux États-Unis et dans l'UE ;
- Le théorème de Samuelson-Stolper, qui permet d'effectuer une analyse dans le cas où le prix relatif d'un certain groupe de biens augmente de manière exogène : Prenons l'exemple de l'augmentation des prix relatifs des biens respectueux du climat, qui font de plus en plus l'objet d'analyses dans le sillage d'une intensification mondiale des politiques de protection du climat depuis la conférence des Nations unies sur le climat de 2015 à Paris ;
- Le théorème de Rybczynski, qui permet de formuler un résultat théorique dans le contexte du choc de la pandémie Corona de 2020 pour des prix de biens donnés, à savoir la manière dont le travail à domicile, qui est soudainement de plus en plus prescrit par l'État pour la protection contre l'épidémie, affectera les structures de production et d'emploi (en fin de compte, de nombreux travailleurs à domicile utilisent également des PC privés disponibles à la maison). À long terme, cela aura également des conséquences sur les rapports de prix des facteurs et le rapport salarial entre les travailleurs qualifiés

et les travailleurs non qualifiés. En effet, la demande relative des entreprises en travailleurs qualifiés augmentera.

Nous montrerons comment ces théorèmes sont utiles pour comprendre les développements économiques internationaux et, dans ce contexte, également en ce qui concerne la dynamique des inégalités d'un nouveau type.

### **3. Dynamique de l'inégalité internationale, 1870-2015**

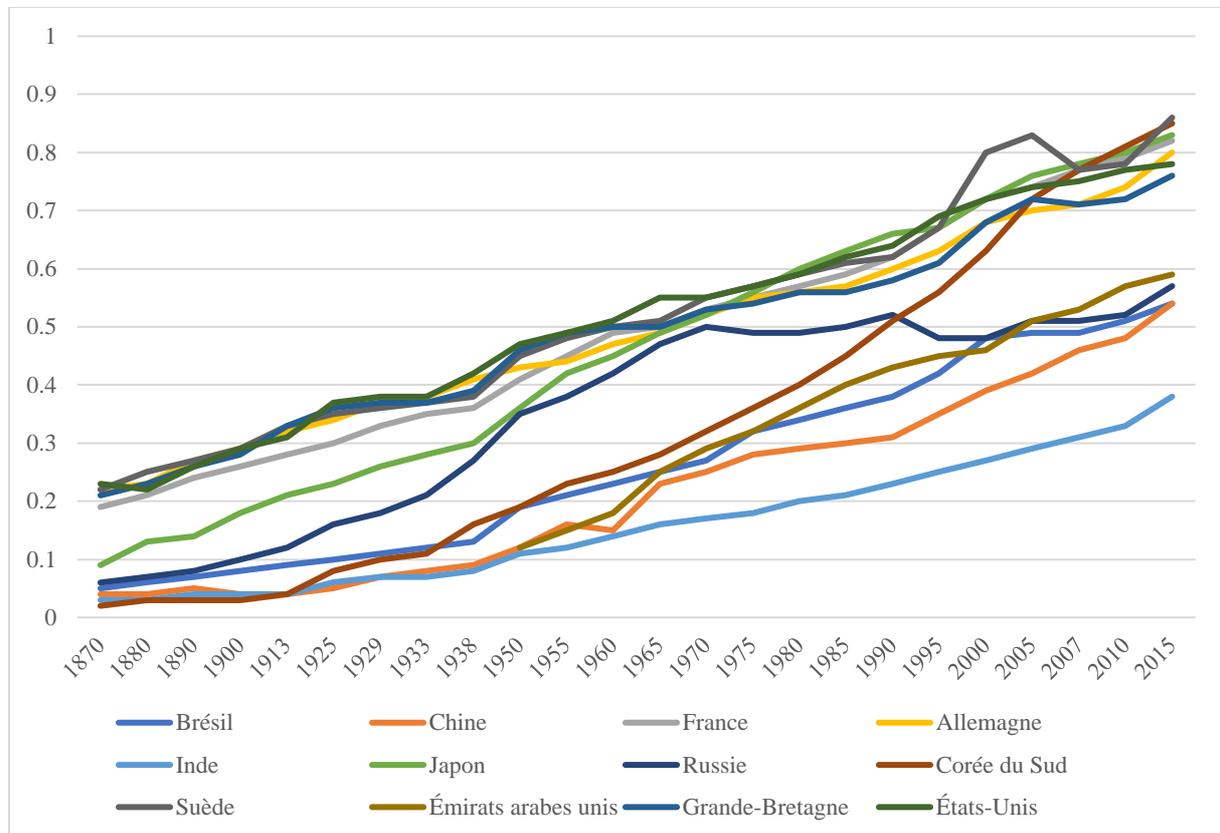
Parmi les tendances économiques à long terme intéressantes figure celle du revenu réel par habitant, disponible pour une série de pays entre 1870 et 2015. Il est encore plus intéressant d'examiner l'indice de développement humain, qui relie le revenu réel par habitant, le niveau d'éducation et l'espérance de vie en un indice synthétique. Les Nations unies publient depuis des décennies l'IDH, qui constitue un indice important du développement économique et social international. Le degré de convergence de la valeur de l'indice synthétique au fil du temps peut être illustré par l'examen de certains pays.

Pour ce qui est de l'examen international des différences de revenus et de cultures sur le long terme, il est naturel de se pencher sur l'indice de développement humain de 1870 à 2015, qui combine le revenu par habitant, le niveau d'éducation et l'espérance de vie avec une pondération égale en tant qu'indice global (voir figure 4). On constate ici que le Royaume-Uni n'a fait que rattraper son retard au fil du temps ou atteindre une position de leader international, si l'on suit les calculs du PRADO DE LA ESCUSORA (2018). La position de la Russie a reculé au niveau international depuis 1970 environ, principalement en raison de l'espérance de vie qui n'a augmenté que lentement, puis dans les années 1980 et 1990 en raison de la crise économique liée à la transition d'une économie socialiste. Le Japon et la République de Corée affichent un rattrapage à long terme, tandis que les États-Unis occupent une position de leader international depuis 1870 environ. La Thaïlande et la Chine présentent des processus de rattrapage clairs au début du 21<sup>e</sup> siècle, tandis que le retard de l'Inde diminue plutôt lentement en comparaison internationale. Les sept pays leaders en 2015 étaient la Suède, la Corée, le Japon, la France, l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni. Le niveau d'éducation est défini ici comme faisant partie d'une "position culturelle" dans la société. L'inégalité culturelle est donc exprimée ici de manière compacte via les différences de niveau d'éducation ; une prise en compte plus large des caractéristiques est bien sûr également concevable.

Ces résultats ne nous renseignent pas encore de manière précise sur les strates sociales dans les pays respectifs. Au Japon, où l'image de la famille unie est souvent la clé de la perception des gens, il existe une stratification économico-sociale qui n'est pas différente de celle de l'Allemagne des années 1970, mais une plus grande proportion de personnes au Japon se considère comme appartenant à la classe moyenne qu'en Allemagne, où la perception de soi est caractérisée par une image plus individualiste de l'humanité et où les personnes interrogées regardent donc d'abord leur propre position économique et éducative lorsqu'elles participent à des enquêtes. En ce qui concerne le Japon, certains points indiquent certainement une réduction de l'inégalité dans la société dans les années 1970 et 1980, tandis qu'une plus grande inégalité commence à caractériser le Japon après 2000, ce qui est également lié à l'assouplissement de

certaines structures sociales dans les entreprises (par exemple, l'idée de l'emploi à vie pour de nombreux employés dans les grandes entreprises) (voir CHIAVACCI, 2008).

**Fig. 4: Indice historique de développement humain, pays sélectionnés 1870-2015**



Source : Présentation personnelle des données de Prados de la Escosura, L. (HIHD) et de Notre monde en données <https://ourworldindata.org/grapher/human-development-index-escosura> (consulté le 28/06/21). Voir aussi Prados de la Escosura, L. (2021).

### ***Comparaisons internationales des revenus réels : Le revenu effectif de la vie entière comme concept***

Lorsqu'il s'agit de comparer le revenu réel international par habitant, la littérature effectue presque toujours une comparaison pour une année spécifique (par exemple, COUNCIL OF ECONOMIC ADVISERS, 2018) ou une courte période pluriannuelle ; dans une approche méthodologiquement très discutée, le Council of Economic Advisors nommé par Trump a essayé de faire valoir que les États-Unis jouissent d'une avance significative en matière de consommation par habitant par rapport aux pays scandinaves, qui sont classés comme des économies "socialistes". Toutefois, pour des raisons méthodologiques, il est en fait plus judicieux de prendre le "revenu effectif de la vie entière" par habitant (WELFENS, 2019 ; 2020), qui se concentre sur le revenu que l'on peut espérer au cours de la durée de vie prévue. Si l'on considère ici les États-Unis, l'Allemagne et la France - et que l'on suppose des taux de

croissance à long terme du revenu par habitant également élevés pour les trois pays - on constate que :

- Les revenus à vie sont les mêmes aux États-Unis, en France et en Allemagne ;
- Le revenu effectif américain a en fait été réduit de 6 % dans le calcul effectué ici, car les États-Unis dépensent 6 points de pourcentage du PIB de plus pour la santé que l'Allemagne et la France - et ont ensuite une espérance de vie plus faible (et une mortalité infantile plus élevée que les pays occidentaux de l'UE) ; en outre, l'avantage de l'Allemagne et de la France en matière de vacances par rapport aux États-Unis est inclus comme un avantage monétaire pour les deux pays de l'UE sur la base des coûts alternatifs, à savoir la valeur ajoutée brute par heure. Le revenu de vie effectif attendu pour les États-Unis, la France et l'Allemagne est le même sur la base des données de 2015, comme le montre le tableau suivant.
- Les États-Unis ne sont pas très économiquement en avance sur la Norvège - comme le suggère l'étude du Council of Economic Advisers en ce qui concerne son approche comparative - mais la Norvège est en avance sur les États-Unis sur la base des chiffres du revenu effectif de la vie entière.

Le tableau suivant est une reproduction du tableau 2.3 de l'ouvrage *The Global Trump*. En ce qui concerne les chiffres relatifs à la France, il convient de faire une mise en garde au vu des taux de chômage élevés, car une partie du budget temps libre élevé de la France n'est manifestement pas le fruit d'une démarche volontaire - c'est-à-dire qu'il ne peut pas être simplement classé comme un avantage français dans une comparaison transatlantique sans autre forme de procès. D'après les considérations présentées ici, on ne peut pas se contenter d'un instantané de la date d'une seule année pour effectuer une analyse significative de l'inégalité. Incidemment, il pourrait également être intéressant d'explorer l'hypothèse selon laquelle les systèmes de retraite relativement solides du pays X incitent les citoyens du pays Z à émigrer ; la solidité du système de retraite, à son tour, dépend largement du ratio de la dette publique. Si ce dernier dépasse une limite critique, l'État sera contraint de procéder à d'importantes réductions des dépenses, qui affecteront généralement les paiements des retraites publiques en particulier.

**Tab. 2: Revenu nominal disponible effectif\* relatif (y' ; données annuelles) de l'Allemagne et de la France par rapport aux États-Unis, 1995-2015, ('000 US \$ parité de pouvoir d'achat (PPP)). Dernière colonne : revenu effectif attendu au cours de la vie**

	1995	2000	2005	2010	2015	Espérance de vie (L')	L' x y'
France	14,244	16,741	19,549	22,909	24,576	82.4	2,025,056
Allemagne	15,221	17,894	19,643	23,580	25,855	81.1	2,096,881
US	15,706	19,639	22,154	23,826	26,302	78.6	2,067,298
Différence moyenne ; en Pourcentage (FR+DE)/US	6	12	12	2	4		

*Note : Ici, "effectif" signifie corrigé des différences transatlantiques en matière de congés et de dépenses de santé : Pour l'Allemagne et la France, le revenu nominal annuel a été multiplié par 1,1 pour tenir compte d'un mois de vacances supplémentaire dans ces pays, par rapport aux États-Unis ; les chiffres officiels des États-Unis ont été réduits de 18 % (dépenses de santé américaines prévues par rapport au PIB) et ceux de l'Allemagne et de la France de 11 % (dépenses de santé par rapport au PIB en France et en Allemagne en 2017). La dernière colonne multiplie le revenu effectif annuel de 2015 par l'espérance de vie ; cela surestime quelque peu l'avantage de l'UE et l'avance de l'Allemagne et de la France, respectivement, puisque le revenu futur devrait normalement être actualisé par un facteur d'actualisation adéquat.*

Source : Calculs de l'IIEF à partir des données disponibles dans la base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus.

## **4. La mondialisation moderne : Baisse de l'inégalité internationale, augmentation de l'inégalité dans les pays**

En ce qui concerne l'évolution de la répartition des revenus dans l'économie mondiale et au sein des économies industrialisées et émergentes, plusieurs influences ont interagi depuis les années 1990 ; parmi elles, la montée de la Chine en tant que grand pays exportateur et source d'innovation et d'investissement direct. Pour une analyse thématique plus large avec divers résultats sur les tendances des revenus aux États-Unis et dans certains pays de l'UE, voir WELFENS (2019, "The Global Trump", pour une présentation du livre à UC Berkeley (voir ma conférence sur [YouTube](#) ; 2020 en allemand comme "Trump global"). Une contribution analytique importante - d'ailleurs non citée par Reckwitz - est celle de JAUMOTTE/LALL/PAPAGEORGIU (2008), qui, dans la perspective de la mondialisation et de la question de la dynamique de la distribution des revenus, se concentrent sur l'interaction du commerce extérieur, de la dynamique technologique ou de l'expansion du secteur des TIC, et de la mondialisation des marchés financiers. Conformément à l'approche Heckscher-Ohlin de la théorie économique, l'expansion du commerce a pour effet de réduire les différences de

revenu par habitant entre les pays de l'économie mondiale. On peut ajouter ici, en ce qui concerne la Chine, que l'augmentation du taux d'épargne privée joue également un rôle important pour une croissance élevée dans ce pays (dans le modèle de Solow, l'augmentation du taux d'épargne assure une augmentation du niveau du sentier de croissance ; à cela s'ajoutent les grands efforts de la Chine pour moderniser l'éducation et augmenter les dépenses en recherche et développement par rapport au revenu national, ainsi que ses efforts fructueux pour attirer les investisseurs étrangers dans le pays).

Cependant, du point de vue des auteurs et des résultats empiriques de l'étude correspondante du FMI, il y a deux autres enseignements : Le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) est classé comme un moteur de "progrès technique biaisé", qui augmente la demande relative de travailleurs qualifiés - par opposition aux travailleurs non qualifiés - sur le marché du travail, du côté de l'entreprise, et fait donc augmenter le ratio des salaires en faveur des travailleurs qualifiés.

Comme l'expansion des TIC a lieu dans presque tous les pays de l'économie mondiale, l'inégalité des salaires ou des revenus en faveur des personnes qualifiées augmente dans de très nombreux pays. Cependant, les auteurs ne soulignent pas que l'utilisation des TIC est particulièrement forte dans les entreprises multinationales. En principe, bien sûr, la demande relativement croissante de main-d'œuvre qualifiée peut s'expliquer à la fois par l'intensité croissante des TIC et par l'importance grandissante des entreprises multinationales. Leur part de valeur ajoutée subsidiaire dans les pays de l'OCDE a augmenté de manière significative au cours de la période 1990-2019 (CNUCED, 2020 ; 2021), de sorte que l'on pourrait également affirmer que le rôle croissant des investissements directs ou des multinationales dans l'économie mondiale a contribué à accroître les inégalités de revenus au sein des pays. L'expansion des TIC et l'expansion relative des multinationales peuvent d'ailleurs être liées, d'un point de vue économique, à une plus grande différenciation des produits et à un pouvoir de marché accru des grandes entreprises dans des secteurs importants dans divers pays, ainsi qu'à une part croissante du facteur capital dans le revenu national.

Enfin, les auteurs de l'étude du FMI mentionnée ci-dessus soulignent une question importante dans le contexte de la mondialisation des marchés financiers qui a lieu depuis les années 1970 : celle-ci entraîne une réduction du taux d'intérêt réel mondial dans le contexte d'une mobilité internationale accrue des capitaux (en l'occurrence, les investissements de portefeuille), mais ne facilite l'emprunt plus important et moins cher que pour les ménages qui disposent soit de garanties réelles (par exemple, des actions, des biens immobiliers), soit d'un bon revenu. Par conséquent, les détenteurs de capitaux - qui peuvent offrir des garanties réelles aux fournisseurs de crédit ou aux banques - et, du côté des salariés, les personnes qualifiées disposant de revenus élevés correspondants et aussi, dans certains cas, d'une accumulation considérable de richesse, par exemple dans le secteur immobilier, profitent de la mondialisation des marchés financiers. Cette dernière constitue à son tour une impulsion supplémentaire pour une modification de la répartition des revenus en faveur des personnes qualifiées dans les pays industrialisés et émergents. Il existe un certain nombre d'analyses économiques complémentaires qui soulignent, par exemple, le rôle particulier de la Chine dans l'augmentation de l'inégalité des revenus dans les pays de l'OCDE (on peut également se référer ici aux remarques correspondantes dans le livre *The Global Trump/Trump global*).

Si l'on suit l'analyse empirique sommaire de la mondialisation de POTRAFKE (2015), qui inclut les données du KOF, on peut conclure sur la mondialisation :

- À plus long terme, la mondialisation a permis d'accroître la croissance économique mondiale, mais aussi d'améliorer l'égalité des sexes et de contribuer au renforcement des droits de l'homme ;
- La mondialisation n'a pas eu un fort impact sur les marchés du travail et a peu contribué à la déréglementation ;
- Enfin, la mondialisation a accru les inégalités de revenus dans les pays.

Par conséquent, la mondialisation dans son ensemble semble avoir des effets économiques relativement bénéfiques. Une objection critique peut toutefois être soulevée ici : Les États-Unis et le Royaume-Uni, en tant que principaux moteurs de la mondialisation financière, ont provoqué une déréglementation financière excessive via leurs propres déréglementations financières nationales au cours de la décennie qui a suivi 1997, ce qui a finalement conduit à la crise bancaire transatlantique - culminant avec la faillite de la banque Lehman Brothers à New York - qui a presque entraîné l'effondrement économique des pays occidentaux en 2008. La mondialisation, si l'on suit ce point de vue (WELFENS, 2017 ; 2018), a indirectement augmenté les risques de grandes crises financières régionales ; à savoir, la mondialisation financière ou la large libéralisation des flux de capitaux a permis aux banques américaines et britanniques, dans le sillage de la déréglementation nationale, de forcer les pays européens continentaux de l'UE et l'Irlande à une déréglementation bancaire excessive par le biais de menaces d'intensification des offres publiques d'achat transatlantiques des banques de ces pays (similaire à la pression des banques britanniques concernant les rachats de banques dans la zone euro) : Les banques des pays d'Europe continentale sont donc apparues fortement engagées dans le lobbying en faveur de la déréglementation bancaire dans leur propre pays, ce qui a finalement aussi encouragé la prise de risques excessifs par les banques en Europe dans le contexte de réglementations assouplies, ce qui a finalement amplifié la crise bancaire transatlantique en 2007/08 dans les pays de la zone euro.

Si vous examinez les priorités en matière de dons des grandes banques européennes, vous constaterez que de nombreux événements et activités culturels prestigieux ainsi que certaines organisations caritatives liées aux Nations unies ont reçu beaucoup d'argent. Il s'agit manifestement d'une sorte de lobbying dans le sens d'une amélioration de l'image en vue de meilleures opportunités de lobbying dans le système politique. On peut également reconnaître ici une certaine redistribution du secteur privé en faveur des groupes de consommateurs aisés, par exemple les habitués des théâtres et des salles de concert, ce qui correspond en fait à une redistribution en faveur des groupes ayant un revenu par habitant élevé. Ici, on pourrait au moins reconnaître un lien entre des revenus élevés et un capital culturel accru au sens de Reckwitz.

### ***Résultats de la stratification pour les pays de l'OCDE et un groupe de pays pauvres***

Si l'on examine les résultats du World Values Survey 2017-2020 pour les pays de l'OCDE (dix pays économiquement importants ; voir annexe 4) et d'autres pays - dont le revenu par habitant est relativement faible - on constate que dans les pays développés, il existe une large classe moyenne composée de la classe moyenne supérieure avec une part de 27,4% et d'une classe moyenne inférieure de 40,6%. En revanche, dans les pays plus pauvres, la part de la classe moyenne supérieure n'est que de 17,3 %, tandis que la part de la classe ouvrière (groupe 4) est de 28,2 %, soit près de cinq points de pourcentage de plus que dans les pays de l'OCDE. La part de la classe inférieure dans les pays les plus pauvres était de 13,9 %, soit près de 7 points de pourcentage de plus que dans les pays de l'OCDE. On peut donc supposer que la poursuite de la mondialisation de l'économie - avec un rattrapage des pays les plus pauvres - entraînera un changement à plus long terme de la stratification des classes dans les pays en développement et émergents, qui ressemblera alors davantage à celle des pays industrialisés. Les perspectives à long terme de l'économie mondiale sont donc positives, à condition toutefois que de nouvelles crises des marchés financiers ou des banques ou encore des défaillances souveraines dans les pays de l'OCDE ne provoquent pas une déstabilisation internationale considérable.

En ce qui concerne les problèmes d'inégalité économique - ou les aspects plus larges de l'inégalité qui peuvent également inclure des domaines tels que l'inégalité culturelle - dans les pays de l'OCDE, on peut noter que les intérêts, par exemple, des immigrants ayant un revenu par habitant relativement faible et des problèmes d'accès aux biens culturels se heurtent à des obstacles considérables dans certains pays, notamment en matière d'égalité des chances. En Allemagne, par exemple, cela est dû notamment aux restrictions du droit de vote des immigrants : seuls les immigrants des pays de l'UE jouissent du droit de vote aux élections locales, alors que de nombreuses offres culturelles sont essentiellement déterminées politiquement au niveau local. En revanche, la redistribution des revenus se fait essentiellement au niveau de la politique fédérale, où les citoyens non allemands n'ont aucun droit de vote. Avec une proportion croissante d'immigrants dans la société allemande, non seulement des problèmes de légitimité se posent ici en termes de démocratie, mais les approches de résolution précoce des conflits politiques sont également inadéquates, car les groupes de personnes concernées et de personnes impliquées dans la résolution de ces conflits divergent considérablement. D'un point de vue économique, il serait également judicieux d'ancrer plus fortement la politique de redistribution au niveau de l'UE ou de la zone euro à long terme.

**Tab. 3: Stratification par classe des pays de l'OCDE - sur la base de l'appartenance autodéclarée à des groupes de classe, World Values Survey 2017-2020.**

1	2	3	4	5
260	5332	7914	4554	1419
1.3%	27.4%	40.6%	23.4%	7.3%

**Tab. 4: Stratification par classe des pays non membres de l'OCDE - sur la base de l'appartenance autodéclarée à des groupes de classe, enquête sur les valeurs mondiales 2017-2020. y**

1	2	3	4	5
906	9653	21681	15703	7757
1.6%	17.3%	38.9%	28.2%	13.9%

*Note : 1 : Classe supérieure ; 2 : Classe moyenne supérieure ; 3 : Classe moyenne inférieure ; 4 : Classe ouvrière ; 5 : Classe inférieure.*

Source : Calculs personnels basés sur Haerpfer, C., Inglehart, R., Moreno, A., Welzel, C., Kizilova, K., Diez-Medrano J., M. Lagos, P. Norris, E. Ponarin & B. Puranen et al. (eds.). Enquête sur les valeurs mondiales 2020 : Round Seven - Country-Pooled Datafile. Madrid, Espagne & Vienne, Autriche : JD Systems Institute & WVSA Secretariat. doi.org/10.14281/18241.1

## 5. Quelques tendances de l'inégalité fondées sur la théorie dans l'économie mondiale

L'évolution des revenus de différents groupes peut être étudiée, entre autres, dans des modèles macroéconomiques comportant différents facteurs de production. En particulier, il est possible d'analyser comment les changements de certains paramètres du modèle (par exemple, les conditions technologiques ou certaines préférences des consommateurs) ou les interventions politiques (telles que la politique monétaire et fiscale) affectent l'évolution des revenus ou les relations entre les prix des facteurs et, le cas échéant, les revenus relatifs des différents groupes. Dans le cas des économies ouvertes, cependant, il existe également un certain niveau de connaissances issues d'analyses théoriques qui permettent de formuler avec confiance certaines déclarations en vue de certaines évolutions : Par exemple, si les prix relatifs de certains biens changent ou si la dotation relative en facteurs (par exemple, le ratio de l'apport en capital par heure travaillée) d'un pays change. Dans un cas simple, les connaissances techniques, le capital et le travail peuvent être considérés comme des facteurs de production, ou encore les connaissances, le capital, le travail qualifié et le travail non qualifié.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, il existe deux impulsions internationales importantes qui peuvent être considérées à travers la lentille des théorèmes familiers de la théorie du commerce extérieur (en définitive, les processus de concurrence internationale). Il s'agit, premièrement, de l'influence de la politique climatique, ou de la préoccupation croissante du public - c'est-à-dire de l'électorat et de la base de consommateurs - selon laquelle la poursuite du réchauffement de la planète représente une menace ou des risques importants pour, disons, leur propre richesse ou leur vie ou celles des membres de leur famille et de leurs amis ou d'autres groupes. Deuxièmement, il s'agit du passage, déclenché par le choc de la pandémie de Corona en 2020, du travail au bureau à l'environnement domestique dans le contexte de la politique gouvernementale de réponse aux épidémies, c'est-à-dire une concentration accrue sur le travail dans le bureau numérique à domicile. Le théorème de Stolper-Samuelson, qui établit un lien

entre les changements de prix relatifs (dans le cas le plus simple), est pertinent dans le contexte climatique : modèle avec deux pays, deux biens, deux facteurs de production) et la répartition des revenus dans les économies ouvertes. Dans le contexte d'une augmentation soudaine - par la réglementation gouvernementale - de l'activité des bureaux à domicile, nous avons affaire à un phénomène qui correspond au théorème de Rybczynski : Celui-ci établit un lien entre le changement de la dotation relative en facteurs (ici, la disponibilité accrue du capital informatique ou TIC) et les structures de production ; et, dans d'autres conclusions, il conduit également à un changement de la structure de la demande de main-d'œuvre parmi les personnes qualifiées et donc à des changements de revenus de divers groupes. Les théorèmes ci-dessus constituent une base pour une première approche analytique simple de certains phénomènes. Des modèles étendus peuvent étayer les conclusions par des simulations ainsi que des études économétriques.

Sur le théorème de Stolper-Samuelson : si les prix des biens respectueux du climat augmentent en raison des exigences réglementaires gouvernementales ou de la politique climatique, alors le prix relatif du facteur de production qui est utilisé intensivement dans la production des biens en question augmentera. Étant donné que les biens respectueux du climat font principalement appel à des travailleurs qualifiés, la demande de travailleurs qualifiés augmentera du côté des entreprises : les inégalités de revenus dans les pays de l'OCDE et dans de nombreuses économies émergentes augmenteront. En effet, les salaires relatifs des travailleurs qualifiés vont augmenter. Dans ce contexte, il n'est guère judicieux pour l'État de contrecarrer ce phénomène en augmentant les salaires minimums, car - en supposant qu'il n'y ait pas de pouvoir d'achat particulier des entreprises sur le marché du travail pour les travailleurs non qualifiés - l'augmentation du salaire minimum entraînera avant tout une augmentation du nombre de chômeurs et, dans le même temps, une forte hausse du nombre d'immigrants peu qualifiés, ce qui créera ou intensifiera de nouveaux conflits sociaux et politiques ; en d'autres termes, cela peut déstabiliser les démocraties. Toutefois, un remède judicieux contre l'accroissement des inégalités de revenus consiste à renforcer le secteur de l'éducation ou à apporter un soutien accru de l'État aux activités de formation professionnelle et de formation continue.

Le théorème de Rybczynski est également utile, car il nous permet de faire une déclaration dans le contexte du choc de la pandémie de Corona de 2020 compte tenu des prix des biens, à savoir comment l'augmentation réglementaire soudaine du travail à domicile imposée par l'État pour protéger les travailleurs de la pandémie affectera la structure de la production et de l'emploi ; et, à plus long terme, également les ratios des prix des facteurs et le ratio des salaires des travailleurs qualifiés par rapport aux travailleurs non qualifiés. L'augmentation du travail à domicile aux États-Unis et dans les 27 pays de l'UE, ainsi qu'au Royaume-Uni et au Japon, et dans de nombreuses économies émergentes en 2020, augmentera indirectement le nombre d'ordinateurs effectivement disponibles pour de nombreuses entreprises. En effet, de nombreux travailleurs n'utilisent pas seulement les ordinateurs portables de l'entreprise dans le bureau à domicile, mais aussi leurs PC personnels à la maison : En effet, cela signifie que le capital informatique effectif des entreprises augmente, en particulier dans les pays de l'OCDE en tête en termes de taux de disponibilité des PC à domicile, à savoir les Pays-Bas, le Danemark, la Finlande, la Pologne, les États-Unis, l'Espagne et Israël, qui affichent des taux de disponibilité de 80 % et plus. La disponibilité des PC à domicile diffère considérablement selon les pays, comme le montre le tableau suivant pour les pays de l'OCDE - avec un certain nombre de pays où le taux de disponibilité des PC à domicile était inférieur à 60% en 2019 - à titre d'exemple,

de sorte que les effets du théorème de Rybczynski doivent être différenciés selon le pays ou le groupe de pays lorsqu'on les examine de près.

Dans une analyse simplifiée, nous pouvons supposer que l'augmentation exogène de l'équipement informatique des entreprises conduira les secteurs à forte intensité informatique à réaliser une augmentation de la production ; dans les autres secteurs, la production diminuera en termes absolus. À son tour, étant donné que les secteurs à forte intensité de TIC sont caractérisés par une demande relativement forte de travailleurs qualifiés, la pandémie de Corona ou l'expansion du travail à domicile entraîneront une augmentation du ratio des salaires des travailleurs qualifiés par rapport aux travailleurs non qualifiés à moyen terme. Empiriquement, on pourrait tester une telle hypothèse à moyen terme par une analyse de régression.

Même si, après la pandémie de Corona, l'augmentation du travail à domicile reste un effet permanent dans la plupart des pays de l'économie mondiale, il devrait être clair pour les décideurs politiques qu'ils augmentent aussi indirectement la demande de travailleurs qualifiés et provoquent ainsi une hausse des inégalités au sein de la population active, du moins temporairement. Cette situation peut certainement être contrée par des initiatives de formation continue dans les domaines du numérique et des TIC soutenues par l'État, qui ciblent spécifiquement les perdants de la modernisation parmi la main-d'œuvre. Le fait que les corrélations susmentionnées soient soigneusement prises en compte en politique est probablement une exception.

**Tab. 5: Fréquence de l'accès au PC à domicile dans certains pays de l'OCDE, 2019.**

Pays	Pourcentage de ménages disposant d'un ordinateur
Pays-Bas <sup>1</sup>	91.1
Danemark <sup>1</sup>	88.9
Royaume-Uni <sup>1</sup>	87.5 (91.67 en <sup>2</sup> )
Finlande <sup>1</sup>	87.4
Pologne <sup>1</sup>	83.1
États-Unis <sup>1</sup>	83.1
Espagne <sup>1</sup>	80.9
Israël <sup>1,2</sup>	79.5
République tchèque <sup>1</sup>	77.9
France <sup>1</sup>	77.5 (84.13 en <sup>2</sup> )
Lituanie <sup>1</sup>	76.7
Japon <sup>1</sup>	74.6 (69.1 en <sup>2</sup> )
Corée (Rép. de) <sup>1,2</sup>	71.7
Italie <sup>1</sup>	66.2
Turquie <sup>1</sup>	55.3
Costa Rica <sup>2</sup>	49.9
Mexique <sup>1,2</sup>	44.3
Brésil <sup>2</sup>	39,4
Colombie <sup>1,2</sup>	37.2

Source : base de données

<sup>1</sup>ITU World Telecommunication/ICT Indicators 2020. Ménages disposant d'un ordinateur par localisation urbaine-rurale et composition du ménage.

<sup>2</sup>Données de l'OCDE (2021). Accès aux ordinateurs à domicile (consulté le 10.06.2021)

Par ailleurs, on peut également formuler l'hypothèse que les groupes de ménages ou les couches sociales ayant un taux d'accès élevé au PC à domicile sont probablement en meilleure position que ceux ayant un faible taux d'accès au PC à domicile, et pas seulement sur le plan économique ou en termes de capital humain. Les taux d'accès aux PC à domicile pourraient certainement aussi être considérés comme un indicateur culturel, dans la mesure où un taux élevé d'utilisateurs privés de PC se traduit par une intensité d'utilisation nettement supérieure dans les réseaux numériques ayant une pertinence culturelle. Il est probablement possible de rendre opérationnelle la vague catégorie culturelle de Reckwitz en se référant aux taux d'accès aux PC à domicile.

Il convient de noter, entre autres, qu'en 2019, le taux d'accès aux PC domestiques en Pologne était aussi élevé qu'aux États-Unis - mais environ 20 points de pourcentage de plus que l'Italie, qui connaît des problèmes de croissance structurels. Si l'Italie connaît de tels problèmes de croissance et une augmentation des inégalités de revenus, c'est probablement dû à des taux de culture numérique insuffisants chez les individus, mais aussi à un manque d'afflux d'investissements directs (cumulés) ou à la présence insuffisante de filiales étrangères de multinationales, qui sont très importantes pour les transferts de technologie internationaux et

donc pour la dynamique d'innovation pertinente pour la croissance ; dans le cas de l'Italie, il y a aussi le fait que le ratio des investissements étrangers cumulés des multinationales italiennes par rapport au stock de capital en Italie est faible par rapport aux principaux pays de l'OCDE, ce qui maintient à son tour le transfert international de technologie à un faible niveau dans le contexte des investissements directs étrangers à la recherche d'actifs pour l'Italie (voir également ROEGER/WELFENS, 2021). Le point ici est que les multinationales allemandes, suisses, françaises ou italiennes, par exemple, peuvent absorber activement la dynamique d'innovation américaine dans certains secteurs par le biais de filiales étrangères aux États-Unis dans des régions ou des États à forte innovation. La faiblesse de la croissance en Italie - qui est évidemment aussi due à des faiblesses institutionnelles (par exemple, dans le système judiciaire) - entraîne ensuite une augmentation des conflits sociaux et politiques et, à moyen terme, une instabilité politique, qui affaiblit à son tour la dynamique d'investissement à l'égard des investisseurs nationaux et étrangers. La dynamique de l'inégalité dans les différents pays de l'UE présente donc également des aspects spécifiques à chaque pays qu'il convient de prendre en compte.

Dans la mesure où une augmentation attendue ou observée de l'inégalité des revenus n'est pas souhaitée, des activités de formation accrues - et soutenues par l'État - peuvent être considérées comme un point de départ important pour la politique économique. Cependant, les augmentations d'activité à cet égard ne sont guère visibles dans les pays de l'OCDE, et la politique économique nationale et supranationale dans ce domaine au niveau de l'UE est restée pratiquement inactive en 2021. Et ce, malgré le fait que de nombreux pays de l'UE disposent de budgets publics importants, car les fonds d'aide publique aux entreprises - prévus comme aide à la survie pendant la période du choc Corona - n'ont souvent pas été utilisés dans une large mesure pour diverses raisons. En Allemagne, par exemple, il s'agissait d'environ 100 milliards d'euros, soit 3 % du revenu national en 2020.

## **6. L'analyse Reckwitz de la dynamique des inégalités et de l'effet Paternoster**

Si l'on se penche sur la publication du livre d'Andreas Reckwitz, *The Society of Singularities* (RECKWITZ, 2017), on trouve des dizaines de pages d'analyses des inégalités économiques et d'affirmations sur les positions économico-culturelles des groupes de gagnants et de perdants dans les sociétés occidentales. L'auteur, ignorant le groupe aux revenus les plus élevés, conclut à l'existence d'une nouvelle classe moyenne et d'une nouvelle classe inférieure, cette dernière étant toujours moins bien lotie dans une telle perspective. Par conséquent, il ne serait probablement pas possible que les sociétés occidentales connaissent un développement qui corresponde au principe de Rawls et permette des inégalités dans le développement économique telles que le revenu réel (et, avec Reckwitz, il faudrait probablement ajouter : le positionnement culturel) des groupes de revenus les plus faibles subisse une amélioration au fil du temps. Il n'est pas plausible, du moins en ce qui concerne les États-Unis, qu'une analyse de la stratification sociale ou une analyse de l'évolution de l'inégalité dans l'économie et la société puisse être réalisée de manière significative sans faire référence aux énormes gains de part de

revenu des 1 % des personnes ayant les revenus les plus élevés en particulier, comme cela est montré ici au début.

L'un des principaux points de critique porte sur l'"effet paternoster", qui suggère essentiellement que l'essor économique (ou la "force des ressources", selon le terme utilisé par Reckwitz) d'un groupe est indirectement ou directement lié au déclin de celui d'autres groupes. Cette hypothèse de l'"effet paternoster" de Reckwitz doit être examinée ici de manière critique. Dans ce livre bien connu, l'auteur affirme : "L'effet paternoster de la structure sociale moderne tardive résulte du développement de la montée d'un style de vie fort en ressources et valorisé, d'exigences accrues pour la "bonne vie" satisfaisante et en même temps réussie dans la nouvelle classe moyenne, et de la descente en contrepoint d'un style de vie faible en ressources et dévalorisé dans la nouvelle classe inférieure, qui ne répond guère à des exigences même réduites. " (RECKWITZ, 2017, 4e éd., 2021, p. 284f (trad. PJJW).

Avec son analyse de la nouvelle classe moyenne, qui construit sa position sur des valeurs telles que la créativité et l'authenticité en plus du revenu par habitant, Reckwitz cherche à expliquer, entre autres, la montée du populisme et le déclin de la social-démocratie dans de nombreux pays occidentaux.

### ***Populisme : expansion et recul de la social-démocratie en Europe***

La montée du populisme peut être expliquée dans une perspective économique large, en particulier en ce qui concerne les États-Unis et l'Italie, ainsi que le Royaume-Uni, avec des inégalités de revenus qui se creusent énormément, mais qui ne concernent pas tant la "nouvelle" classe moyenne et inférieure, mais principalement la divergence entre la part des 10 % (ou 1 %) de revenus les plus élevés et les 10 % de revenus les plus faibles de la base de la pyramide des revenus, ce qui nécessite d'examiner le rôle des revenus du capital en particulier des revenus les plus élevés, comme le fait dans une certaine mesure WELFENS (2019 ; 2020).

Le déclin de la social-démocratie dans de nombreux pays occidentaux de l'UE plus le Royaume-Uni depuis la fin des années 1990 s'explique essentiellement (contrairement à Reckwitz) par la disparition des pays socialistes d'Europe de l'Est et de l'Union soviétique en 1991, qui a accru la pression politique dans les pays occidentaux en faveur de la redistribution comme preuve d'une réduction des inégalités organisée entre autres par la politique sociale. Pendant des décennies, les partis sociaux-démocrates n'ont cessé de clamer qu'ils étaient favorables à une plus grande redistribution et à une sorte de protection contre les risques économiques, en particulier pour les classes relativement pauvres. Ces partis, avec leurs relations politiques idéologiquement conditionnées avec des politiciens de premier plan des anciens pays socialistes ou de l'Union soviétique, qui étaient parfois assez bonnes par rapport aux partis occidentaux conservateurs, représentaient également des perspectives crédibles d'une politique pacifique réussie en Europe - en pleine guerre froide. Étant donné que pour les économies de marché occidentales, la concurrence du système a été massivement réduite par l'effondrement des pays socialistes depuis 1991, les questions liées à la non-redistribution ont pu gagner en importance politique, en particulier dans les pays de l'UE ; parmi elles, par exemple, les questions de protection de l'environnement et du climat, qui ont été placées par de nombreux partis verts comme un message politique central lors des élections à une époque où, apparemment, un large

consensus de scientifiques du monde entier soutenait la question du réchauffement de la planète par les émissions de CO<sub>2</sub> et de méthane, etc. comme une question politique prioritaire.

L'effondrement de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie en 1990/91 a effectivement mis fin à la guerre froide et a probablement aussi réduit l'attrait des approches politiques sociales-démocrates de recherche de la paix en Europe et a affaibli le profil des partis sociaux-démocrates de manière plus générale ; du moins dans la perception de sections considérables de l'électorat social-démocrate. Les partis sociaux-démocrates de pays tels que la Suède, l'Allemagne, la France et l'Autriche, ainsi que l'Italie, ont subi une dépréciation considérable de leur capital de réputation et de leur capital politique et n'ont jusqu'à présent pas réussi à se constituer un capital politique supplémentaire en établissant une plate-forme basée sur de nouvelles questions innovantes et compétentes - telles que l'éducation et la formation numériques. Dans le contexte de leur propre positionnement, les partis conservateurs ont eu plus de facilité à se maintenir sur le marché des électeurs dans les pays de l'UE occidentale que les partis sociaux-démocrates après 1991, l'augmentation de la participation électorale résultant de l'expansion d'Internet ayant généralement incité les électeurs plus prudents issus de milieux plus pauvres à voter. Cette situation a également favorisé les partis conservateurs et, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Italie, en Pologne et en Hongrie, ainsi qu'en Allemagne, les partis populistes.

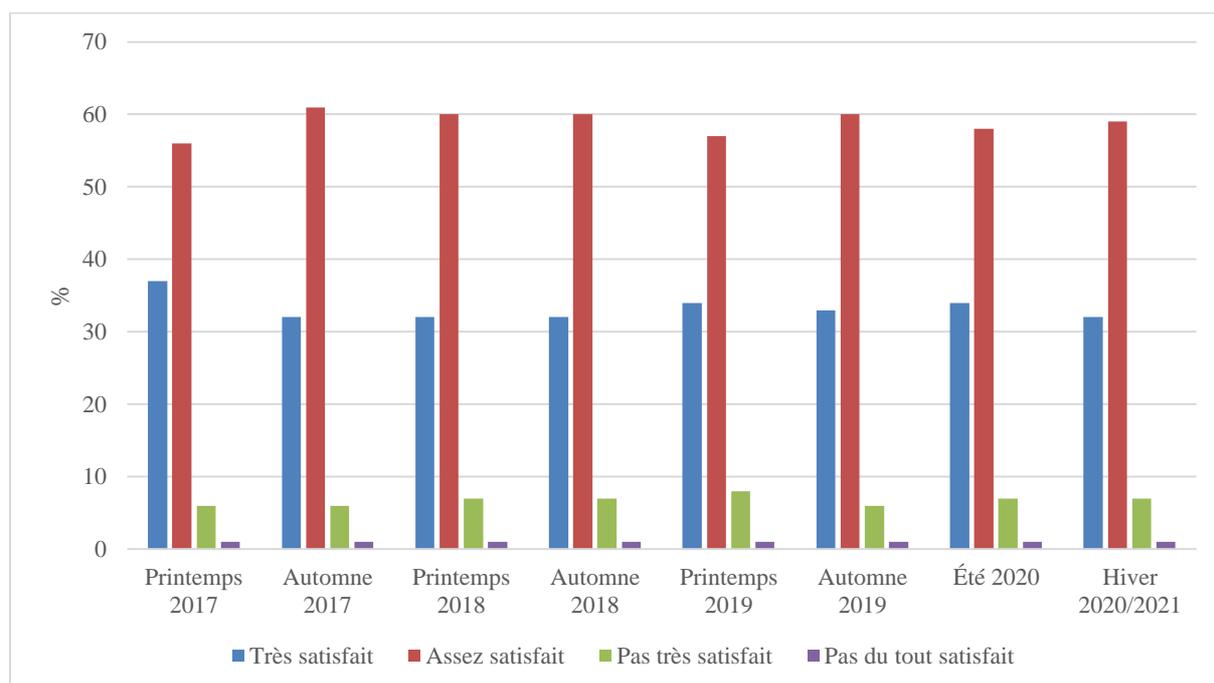
L'essor économique rapide de la Chine depuis les années 1990 pourrait finalement être interprété comme le passage du socialisme ou d'une économie administrée de manière centralisée à une économie de marché, qui a largement permis de mettre fin aux problèmes de pauvreté à grande échelle dans un grand pays en à peine trois décennies : Le facteur décisif pour vaincre la pauvreté - comme on pourrait éventuellement le déduire de l'évolution de la Chine de la part des électeurs - est davantage d'économie de marché, et non davantage de redistribution politique et un vaste État-providence (comme en Europe). Ce dernier point pourrait bien être une erreur d'interprétation partielle, qui a apparemment de nombreux adhérents dans certaines parties du système politique américain (WELFENS, 2017 ; 2018).

Du point de vue de l'économiste américain Dani RODRIK (1997), une économie de marché avec une politique sociale présente un avantage : Certaines mesures de redistribution dans les économies sociales de marché des pays de l'UE, par exemple, sont motivées par le fait qu'une sorte d'assurance publique contre les chocs de la mondialisation est créée (au niveau de l'UE, il existe en effet un fonds de mondialisation qui peut aider les pays membres à faire face à une forte hausse du taux de chômage en cas de chocs internationaux fortement négatifs). Cependant, Rodrik souligne que la mondialisation, notamment en ce qui concerne le rôle croissant des multinationales en l'absence de coordination des politiques fiscales des pays de l'OCDE, risque d'éroder à long terme les recettes fiscales générales, qui constituent la base financière des politiques sociales élargies. Toutefois, avec le nouvel accord international sur l'impôt minimum sur les sociétés en 2021, la base de financement de l'État-providence dans les pays industrialisés devrait s'améliorer, et il y a donc effectivement de nouveau des possibilités accrues de bénéficier de la mondialisation, c'est-à-dire d'une division mondiale du travail. Le choc Corona de 2020 peut toutefois renforcer la volonté des responsables de la politique économique dans les secteurs économiquement et politiquement sensibles de ne pas exploiter pleinement le potentiel de la mondialisation dans les secteurs critiques ; pensez au débat sur l'approvisionnement en vaccins en 2020 en Europe et en Amérique du Nord (davantage au Canada qu'aux États-Unis).

Dans de l'UE, l'Allemagne est l'un des "pays de la mondialisation" qui a réussi à obtenir des excédents structurels élevés de sa balance courante, si l'on exclut la première décennie de la réunification. Toutefois, lorsqu'on compare les performances de l'Allemagne et du Canada en termes d'investissements étrangers, il faut à nouveau constater que les rendements des investissements étrangers allemands sont curieusement beaucoup plus faibles que ceux des investissements canadiens (HÜNNEKES/SCHULARICK/TREBESCH, 2019) : Peut-être une indication d'un personnel insuffisamment formé et/ou de lacunes de formation dans les principales banques et fonds en Allemagne (par rapport à la référence États-Unis-Canada-Royaume-Uni ; une clé pour améliorer la situation serait de développer les cours de formation commerciale et économique liés aux banques dans les universités). Ces aspects peuvent - du moins à première vue - s'appliquer principalement aux groupes de population à hauts revenus. Cependant, en règle générale, ces faibles rendements sont bien sûr également préjudiciables aux salariés ordinaires qui ont, par exemple, souscrit une assurance-vie. Il est donc urgent que les responsables politiques de l'État fédéral et des États fédérés agissent pour que la qualité des décisions d'investissement prises par les banques et les grands fonds de placement soit, pour une fois, examinée scientifiquement. Dans ce contexte, il faut espérer que l'analyse sera de meilleure qualité que celle de l'iff-ZEW présentée il y a quelques années, dans laquelle les auteurs se sont penchés sur les questions des taux de crédit aux particuliers et de l'adéquation des taux d'intérêt sur les découverts - également en comparaison avec d'autres pays - et ont affirmé une situation soi-disant quasi-normale sans besoin de beaucoup de réformes (IFF/ZEW, 2012) ; en réalité, l'analyse était méthodologiquement imparfaite et le ZEW était en fait biaisé en tant que constructeur connu de l'indicateur de marché financier ZEW, où le ZEW s'appuie sur l'apport des acteurs du domaine bancaire, des fonds, etc. Il y avait un conflit d'intérêts caché, mais le ministère fédéral de la consommation de l'époque, qui a commandé l'étude, ne s'en est apparemment pas beaucoup soucié. En fait, tout indique que les prêts bancaires, dans leur combinaison habituelle avec l'assurance-crédit de la banque prêteuse (ou de l'une de ses filiales), ont conduit à des "taux d'intérêt totaux" parfois extrêmement élevés - la somme du taux d'intérêt effectif et du quasi-taux d'intérêt résultant de la prise en charge de l'assurance-crédit - en Allemagne, généralement au détriment des groupes de salariés à revenu moyen et des groupes à faible revenu. Au Royaume-Uni, contrairement à l'Allemagne, les banques ont été contraintes par la loi de rembourser aux emprunteurs les bénéfices spéciaux réalisés grâce au couplage injuste des contrats de crédit et de l'assurance-crédit.

De manière générale, la question se pose de savoir quelle est la satisfaction de vie des différentes catégories de revenus en Allemagne. Si nous prenons les études de l'UE sur la satisfaction dans la vie - ici pour l'Allemagne - nous constatons qu'entre 2017 et 2020, par exemple, la proportion de personnes qui ne sont pas du tout satisfaites de leur vie reste stable à 1% ; la proportion de personnes qui ne sont pas très satisfaites fluctue entre 6% et 8%, et la proportion de personnes très satisfaites entre 37% et 32% (Fig. 5). Cependant, s'il y a une descente de la classe inférieure - comme le prétend Reckwitz - comme une tendance importante, on pourrait s'attendre à ce que la part des répondants qui ne sont "pas du tout satisfaits" augmente avec le temps. D'après les données, cela ne fait aucun doute.

**Fig. 5: Satisfaction de vie autodéclarée en Allemagne, 2017-2021**



Source : Représentation personnelle des données disponibles auprès de Statista, 2021 ; *données du Baromètre standard de la Commission européenne.*

Reckwitz formule des hypothèses claires sur certains phénomènes nouveaux dans les sociétés occidentales - en particulier sur l'inégalité croissante en ce qui concerne la nouvelle classe moyenne montante et la classe inférieure descendante - pour lesquelles l'auteur ne fournit aucune preuve dans son livre et certainement aucune recherche scientifique de sa part. L'ensemble du livre de 480 pages ne comporte pas un seul tableau et est classé ici en partie comme étant simplement non scientifique. Reckwitz ne suit pas les méthodes habituelles des sciences sociales modernes, selon lesquelles les nouveaux points de vue ou hypothèses sur la réalité (de distribution) - suivant le rationalisme critique - devraient être étayés par des observations ou des statistiques ; la 4e édition de son livre n'est pas meilleure que la première. Étant donné que Reckwitz ne se concentre pas seulement sur les inégalités de revenus, même si celles-ci sont soulignées à plusieurs reprises dans son analyse, mais aussi sur une inégalité culturelle croissante - souvent liée à une inégalité économique parallèle - on peut noter : si le phénomène revendiqué de l'inégalité culturelle n'est pas raisonnablement délimité en vue d'une mesure statistique (ce que Reckwitz ne fait pas dans son livre), alors on ne peut faire aucune déclaration fondée, basée sur des preuves, sur le développement de l'inégalité culturelle. Au sens du précepte du rationalisme critique, selon lequel pour l'analyse scientifique, le progrès doit en principe reposer sur des hypothèses falsifiables, l'analyse de Reckwitz est tout simplement non scientifique. Reckwitz affirme sérieusement à la p. 282 (note de bas de page 20) de son livre que la "vieille vision" du livre de Beck *Risikogesellschaft* (BECK, 1986) est erronée, selon laquelle dans le processus de croissance économique du début du 21<sup>e</sup> siècle, la grande majorité des couches ne peut plus améliorer son revenu.

Parmi les critiques de Reckwitz, on compte de nombreux auteurs, y compris dans le domaine de la sociologie, qui ont soulevé de nombreux points individuels concernant l'analyse de Reckwitz dans les deux premiers numéros de la revue *Leviathan* en 2021.

KUMKAR/SCHIMANK (2021), par exemple, montrent sur la base de divers résultats que la "nouvelle classe moyenne" n'est pas si différente de l'ancienne classe moyenne si l'on considère les dimensions du revenu et de l'orientation vers les valeurs. SACHWEH (2021) souligne comme point de critique le fait que Reckwitz s'appuie sur les études Sinus du secteur privé pour son analyse des classes, alors qu'ils n'ont absolument pas divulgué leurs principaux critères. L'analyse de Sinus (un institut de Heidelberg) utilise l'auto-description des personnes interrogées sans la moindre critique - il n'y a aucune vérification par les chercheurs de la position matérielle et du comportement réel des groupes classés selon les réponses aux entretiens.

THIEL (2021) note dans la FAZ : " Si, par exemple, les électeurs Verts font partie des grands voyageurs désignés selon une étude de l'Agence fédérale de l'environnement (F.A.Z., 16 février 2019), on peut se demander si nous avons vraiment affaire à une clientèle post-matérialiste ". Reckwitz n'est pas un scientifique dans un aspect de son analyse : il est plus le créateur d'un récit éloquent qu'un scientifique dans les passages sur les inégalités économiques et culturelles croissantes (la raison pour laquelle il a reçu le prix Leibniz 2019 est une question en soi : Le texte du site de la DFG sur l'annonce de l'attribution du prix à Reckwitz fait aussi explicitement référence au livre *The Society of Singularities* sur un ton élogieux (trad. PJJW) :

*"Andreas Reckwitz, l'un des diagnostiqueurs sociaux les plus importants et les plus originaux d'aujourd'hui, recevra le prix Leibniz pour ses travaux de recherche exceptionnels. Il a produit des analyses vastes et détaillées du changement structurel dans les sociétés occidentales modernes, combinant des enquêtes sociologiques sur la vie quotidienne, le travail et la consommation et la subjectivation numérique. Dans sa thèse d'habilitation "Das hybride Subjekt" ("Le sujet hybride"), publiée en 2006, Reckwitz a développé son thème central de la subjectivité moderne, qu'il a analysé à l'aide d'une série de "cultures du sujet" depuis le 18e siècle. Il a approfondi cette approche dans son livre "Die Erfindung der Kreativität" ("L'invention de la créativité"), largement diffusé en 2012. Il y a classé les processus de changement social comme des dynamiques d'esthétisation dans l'art, la consommation et le monde du travail. En 2017, le travail de Reckwitz a abouti à la conception socio-théorique d'une "société des singularités". Dans cet ouvrage ("Society of Singularities"), il détaille l'évolution d'une société industrielle vers une économie de la connaissance et de la culture, dans laquelle l'objectif est d'augmenter le "capital de singularité". Sur cette base, il propose une nouvelle théorie des classes sociales et éclaire les formes de politique qui correspondent à cette société."*

Si les experts veulent reconnaître l'excellence d'un chercheur en se référant à des publications individuelles, c'est bien sûr acceptable, mais *The Society of Singularities* a apparemment été classé de manière positive et sans critique par un trop grand nombre - ce qui est tout simplement difficile à comprendre. La décision d'attribuer un prix scientifique peut être un processus complexe, mais attribuer un tel prix à un livre qui n'est pas scientifique dans ses parties essentielles - facilement reconnaissable dans sa nature problématique - est un processus aliénant qui nuit gravement à la réputation de la science.

## **7. La mauvaise science, un danger pour la société et la prospérité économique mondiale**

Les analyses scientifiques sont souvent complexes. Les hypothèses sont testées, rejetées, modifiées et retestées sur la base de preuves empiriques. Il s'agit souvent d'un processus laborieux. Mais il fait partie du travail des scientifiques. La vérité scientifique, au sens du rationalisme critique, est la rencontre entre les hypothèses et les données d'observation du monde réel. Établir une vérité scientifique et contribuer ainsi au progrès de la connaissance n'est pas une affaire privée, mais une découverte qui émerge dans un processus intersubjectif - impliquant généralement aussi une discussion publique (d'experts). Elle est préliminaire et généralement révisée, voire rejetée, lorsque de nouvelles données ou de meilleures théories ou méthodes d'analyse sont disponibles, si les preuves des corrélations revendiquées s'avèrent insuffisantes.

Les décideurs politiques, qui dans bien des cas ne s'occupent pas de problèmes routiniers - pensons par exemple aux problèmes de la réunification allemande, de la crise bancaire transatlantique ou des chocs de la pandémie Corona - doivent pouvoir compter sur des théories solides et des études empiriques si la politique veut résoudre efficacement et durablement des problèmes et des défis sérieux. Les nouveaux phénomènes d'inégalité revendiqués par Reckwitz seront classés comme un développement relativement nouveau, s'il existe suffisamment de preuves à leur sujet. On pourra alors demander, sur la base de la théorie et des résultats empiriques, des pistes d'action alternatives significatives pour la politique, par exemple pour atténuer l'inégalité croissante entre la nouvelle classe moyenne et la classe inférieure descendante.

Dans le livre *The Society of Singularities* (Reckwitz, 2017 ; 2020), on peut trouver un certain nombre d'aperçus intéressants sur divers phénomènes, tels que la culture moderne et les tentatives de groupes individuels de se distinguer en tant que groupe spécial unique en se référant à certaines caractéristiques ou activités : avec des qualités et des exigences particulières - également en politique. Toutefois, dans des passages importants, le livre contient des affirmations erronées discutables et de nombreuses pages de texte sont tout simplement à classer comme non scientifiques ; soit aucune preuve n'est présentée, soit - au mieux - les conclusions d'économistes ou de sociologues sont citées, dont les analyses n'ont souvent qu'un lointain rapport avec les hypothèses de l'auteur. *The Society of Singularities*, qui a été très bien accueillie par une partie de la presse, a été accueillie de manière critique dans une partie des domaines de la sociologie et de l'économie ; notamment en ce qui concerne la formation des classes d'une part et la thèse de Paternoster d'une augmentation des revenus de la nouvelle classe moyenne (avec des styles de vie haut de gamme et différenciés), qui est liée à un déclin de la classe inférieure (dont le style de vie est pauvre comparable). L'analyse de l'inégalité de Reckwitz est rejetée ici comme non scientifique ; sa méthode d'analyse viole les principes scientifiques de base. L'auteur n'a pas choisi d'étayer les relations qu'il prétend exister par des statistiques, des analyses de régression ou des simulations de modèles. Reckwitz ignore la question de l'immigration qui est très importante pour le développement de la pauvreté dans le décile de revenu le plus bas en Allemagne, sans parler de la question de l'entrepreneuriat et des

créations d'entreprises par les immigrants, sur laquelle la KfW (2019) a publié des résultats importants.

Les défauts significatifs facilement reconnaissables de la contribution de Reckwitz n'empêchent cependant pas des acteurs politiques influents ayant peu de formation scientifique de revendiquer le concept Reckwitz-Paternoster comme un nouvel éclairage de poids pour la politique allemande actuelle et future et de tirer d'étranges conclusions sur cette base. Robert Habeck, du parti vert allemand, peut être considéré ici comme un exemple d'un tel politicien influent. En 2021, année des élections fédérales en Allemagne, le point de vue de Reckwitz - une nouvelle formulation de la thèse du jeu à somme nulle - bénéficie d'un soutien politique national de premier plan : HABECK (2021, pp. 70-73) écrit que l'augmentation du taux d'étudiants, qui est passé de 10 % en 1970 à un bon 50 % en 2018, signifie à première vue qu'une amélioration de l'éducation et des revenus a été réalisée. Mais l'autre moitié de la société, qui n'a pas étudié, doit être considérée, à y regarder de plus près, comme une perdante de ce développement économique, et il est possible que le malheur de ceux qui n'ont pas étudié l'emporte sur l'augmentation de la fortune de ceux qui ont étudié. L'État doit maintenant soutenir le groupe des perdants et contribuer à assurer la réputation des personnes de ce groupe.

Mais il s'agit là d'une idéologie sisyphéenne et d'une approche paternaliste qui surestime probablement le rôle des études de troisième cycle et met en évidence le propre mépris des autres. On pourrait, après tout, formuler la thèse, conforme à une opinion répandue dans les sociétés occidentales et asiatiques, selon laquelle toute personne qui travaille mérite le respect. L'ascension des uns n'est pas le malheur des autres. La thèse de Habeck est tout à fait trompeuse et constitue un hymne à Sisyphe, qui vivait dans un malheur quotidien et qui, selon le mythe classique, en guise de punition des dieux grecs, était destiné à passer sa vie à pousser une lourde pierre en haut de la même colline pour qu'elle roule jusqu'en bas avant qu'il n'atteigne le sommet. Soit dit en passant, il existe certainement de nombreuses personnes sans diplôme qui mènent une vie heureuse et qui, même à l'âge mûr, ne pensent même pas au fait qu'un diplôme aurait été préférable, par exemple, à une formation d'artisan.

La recherche moderne sur le bonheur (INGLEHART, 2000 ; LAYARD/MAYRAZ/NICKELL, 2008) montre que plus le revenu par habitant augmente, plus l'utilité augmente - jusqu'à un certain seuil de revenu élevé. Le divorce et le chômage, par exemple, réduisent le bonheur subjectif selon les enquêtes. Par ailleurs, il est certainement possible de gagner un revenu élevé en tant qu'artisan ou ouvrier qualifié, sans faire d'études ; et les personnes peu qualifiées n'éprouveront pas de perte de bonheur si la promesse économique occidentale moderne de mobilité ascendante par l'éducation et l'assiduité fonctionne pour un groupe social plus large : souvent aussi pour leurs propres enfants. La mobilité ascendante d'un grand nombre de personnes ne se fait pas par la relégation d'autres groupes. Dans le cas de la découverte de talents musicaux exceptionnels chez l'aîné, les parents de deux enfants ne penseront généralement pas que le plus jeune est maintenant à plaindre parce que l'aîné a fait preuve d'un niveau extraordinaire de musicalité grâce à son talent et à son assiduité - cependant, cet exemple est le principe de Habeck pour une société - confuse - au niveau de la famille.

Dans certains domaines, il n'est pas facile pour les acteurs politiques d'obtenir des conseils politiques significatifs. Souvent, les partis politiques se tournent vers des scientifiques ayant des liens politiques étroits pour obtenir des conseils, mais cela est parfois peu judicieux dans les domaines controversés. Quiconque souhaite acquérir des compétences politiques à long

terme ne pourra le faire sans une analyse scientifique solide, indépendamment du point de vue politique. Dans le cas de nouveaux défis importants, il est parfois peu crédible de suivre simplement les conseils d'instituts de recherche établis s'ils ne font pas partie des leaders internationaux dans l'analyse de nouveaux sujets importants.

Normalement, on pourrait le formuler ainsi : des efforts du législateur, du parlement, seraient naturellement souhaitables en Allemagne, par exemple pour augmenter encore les chances d'éducation des enfants issus de milieux défavorisés. L'égalité des chances dans l'enseignement supérieur doit encore être améliorée, mais l'économie sociale de marché en Allemagne et dans l'UE mérite également d'être défendue. Si l'on compare le revenu effectif de la vie entière des personnes aux États-Unis, en France et en Allemagne au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les deux pays de l'UE et les États-Unis sont à égalité, comme je l'ai montré (WELFENS, 2019 ; 2020). Les États-Unis ont d'ailleurs des problèmes d'efficacité dans leur système de santé, comme en témoigne le fait qu'ils dépensent 1/3 de plus pour la santé - par rapport au revenu national - que la France et l'Allemagne ; mais l'espérance de vie américaine est inférieure de près de 2 ans à celle des principaux pays de l'UE, et la mortalité infantile américaine est beaucoup plus élevée qu'en Europe occidentale. L'éducation scolaire et le système de formation de l'Allemagne, malgré des faiblesses à certains égards, méritent d'être exportés ; ce serait encore plus vrai si un peu plus d'éducation économique pouvait être intégrée de manière significative dans le système scolaire.

Le point de vue particulier de Habeck sur le sujet de la promotion de l'éducation et du bonheur dans la société doit être clairement rejeté. Si la coopération entre l'UE et l'Afrique parvient à augmenter le revenu par habitant d'environ la moitié de la population africaine, nous devrions tout d'abord nous réjouir de cette réussite et ne pas prétendre qu'elle a en fait aggravé la situation de l'autre moitié de la population en matière de bonheur. La réussite ascendante d'une seule moitié de la population peut donner aux enfants des familles de la moitié la moins bien lotie le courage d'obtenir leur propre augmentation de revenu à long terme par l'apprentissage, la coopération sociale et la poursuite de l'éducation. L'éducation et la promotion sociale d'un grand nombre de personnes sont possibles en Allemagne, en Europe et dans de nombreux pays du monde - ce qui est également avantageux pour la société : contrairement à la récente philosophie à somme nulle évoquée par certains politiciens qui veulent faire croire à l'électorat qu'une vision pessimiste est une nouvelle découverte sage. Les contradictions de l'approche Reckwitz-Habeck doivent être abordées ; les déclarations non scientifiques de Reckwitz sur l'inégalité doivent être rejetées en tant que telles.

Si les hommes politiques voulaient prendre des décisions politiques majeures sur la base d'une analyse erronée des sciences sociales, ils seraient dans la position d'ingénieurs qui voudraient mettre de nouvelles voitures sur le marché sans effectuer de tests minutieux en matière d'émissions et de collision, tout en promettant aux clients que ces voitures seraient excellentes en termes d'émissions et de sécurité. Après quelques milliers d'accidents avec des dommages corporels graves - beaucoup plus graves que prévu selon le message publicitaire - les entreprises automobiles en question devraient faire face aux problèmes d'une forte atteinte à la réputation, d'un effondrement des ventes et de paiements d'indemnités (en règle générale, on pourrait espérer que l'industrie automobile en Europe, aux États-Unis, au Japon et en Chine se fie à des promesses de qualité crédibles ; les cas de fraude aux émissions effectivement visibles dans les années qui ont suivi 2010 chez un certain nombre d'entreprises automobiles auraient pu, en outre, être résolus par des responsabilités plus fortes, réglementées par la loi, qui auraient

consacré une sorte de loi Sarbanes-Oxley à l'égard du PDG et du directeur technique de ces entreprises).

Les politiciens qui s'appuient sur l'analyse superficielle, largement imparfaite et aussi clairement incomplète de l'inégalité de Reckwitz seront incapables de mettre en œuvre des politiques économiques efficaces pour contenir l'inégalité, faute d'une bonne compréhension de la dynamique de l'inégalité : Les inégalités réelles continueront donc d'augmenter, la polarisation et la radicalisation politiques s'intensifieront, et une instabilité politico-économique accrue en sera le résultat.

L'analyse critique entre pairs est rarement agréable, c'est encore plus vrai lorsque cette argumentation dépasse les frontières disciplinaires ; mais aucun progrès scientifique n'est possible à long terme du point de vue du rationalisme critique si l'on évite les débats sérieux sur les perceptions scientifiques erronées. En définitive, il ne s'agit pas de débats personnels entre individus, mais de méthodes et de faits, de résultats empiriques et des conclusions à en tirer. Un débat plus large en ce début de 21<sup>e</sup> siècle est donc souhaitable. Dans ce contexte, une discussion scientifique interdisciplinaire pourrait également être très fructueuse.

En fin de compte, il convient de souligner que la connaissance des inégalités économiques est étrangement limitée dans des domaines importants de la politique dans les pays occidentaux ; et plus encore, on sait apparemment très peu de choses sur les différences significatives entre les États-Unis et la plupart des pays de l'UE. Le rétrécissement des partis sociaux-démocrates dans de nombreux pays européens après 1989 a probablement permis aux partis conservateurs d'expérimenter plus facilement que jamais leur propre profil et positionnement - parfois même de se déplacer un peu vers la gauche du spectre politique, comme on a pu l'observer en Allemagne, par exemple. Il n'est donc pas surprenant qu'il y ait une marge d'expansion pour de nouveaux partis de droite à la marge de la droite. Ce n'est que lorsque les partis sociaux-démocrates cesseront de mettre trop l'accent sur les problèmes d'inégalité et développeront de nouveaux profils et contenus que le paysage des partis en Europe aura des chances de se normaliser. Si l'on lit les programmes des partis de droite en France et en Allemagne, par exemple, on y trouve également un langage clair en faveur de la redistribution - bien que la redistribution de l'État soit censée profiter de préférence aux "nationaux" respectifs. Enfin, il est remarquable que les partis de droite se positionnent généralement contre la mondialisation, qu'ils soupçonnent souvent d'entraîner une concurrence déloyale. Cependant, les dirigeants des partis concernés ignorent apparemment que la majeure partie du commerce extérieur des pays de l'OCDE se fait avec d'autres pays de l'OCDE ; seule la Chine est devenue un nouveau facteur important, mais son taux d'exportation a tendance à diminuer depuis 2015 environ.

Nous bouclons ici la boucle avec un argument imparfait de Reckwitz (RECKWITZ, 2019, p. 163), qui pense apparemment que les pays de l'OCDE dépendent des pays du Sud global en tant que partie importante de leurs réseaux de production mondiaux : " Ce n'est que la poussée de la mondialisation après 1990 qui a rendu possible le nouveau modèle de division mondiale du travail déjà mentionné : le développement postindustriel de l'Occident présuppose le développement industriel des pays du Sud global, afin que des réseaux de production mondiaux puissent émerger " (transl. PJJW). Ici, les ordres de grandeur ne sont pas économiquement corrects.

Il n'est pas facile de prévoir si l'inégalité croissante ou plutôt l'instabilité économique est le défi le plus important pour les économies de marché modernes à moyen terme, surtout si la Chine est incluse dans l'analyse de ces économies de marché. Vraisemblablement, à part les États-Unis et leurs problèmes spécifiques, c'est plutôt l'instabilité qui constitue un problème majeur. Après tout, les taux d'intérêt ultra-bas observés dans les pays de l'OCDE depuis la crise bancaire transatlantique incitent fortement les investisseurs à investir dans des projets relativement risqués afin d'obtenir des rendements à peu près normaux. Les primes de risque en 2020/21 semblent déjà anormalement basses une fois de plus dans les pays industrialisés. Soit dit en passant, les effets distributifs des chocs d'instabilité massifs tels que la crise bancaire transatlantique et le choc Corona en 2020 ont été peu étudiés jusqu'à présent, de sorte que des recherches supplémentaires sont nécessaires ici aussi.

## Littérature

ALVAREDO, F. ET AL. (2021), Base de données sur les inégalités dans le monde <https://wid.world>.

BAIER, F. (2019), Investissement direct étranger et fiscalité : OECD Gravity Modelling in a World with International Financial Institutions, Document de travail de l'EIIW n° 261.

BECK, U. (1986), Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne, Suhrkamp : Francfort-sur-le-Main.

BECKER, S. ; EGGER, P. ; VON EHRLICH, M. (2010), Going NUTS : The effect of EU Structural Funds on regional performance, *Journal of Public Economics*, vol. 94, 9-10, 578-590.

CHIAVACCI, D. (2008), From Class Struggle to General Middle-Class Society to Divided Society : Societal Models of Inequality in Post-war Japan, *Social Science Japan Journal*, Vol. 11, No. 1, 5-27 <https://dx.doi.org/10.1093/ssjj/jyn022>

CIANI, A. (2021), Income inequality and the quality of imports, *Review of World Economics*, 157, 375-416 <https://doi.org/10.1007/s10290-020-00401-2>

CONSEIL DES CONSEILLERS ÉCONOMIQUES (2018), Le coût d'opportunité du socialisme, octobre 2018, Washington DC.

EICHENGREEN, B. (2018), La tentation populiste - Grievance économique et réaction politique à l'époque moderne, Oxford University Press : New York.

EUROSTAT (2018), Conditions de vie en Europe, édition 2018, Office des publications de l'Union européenne : Luxembourg

EUROSTAT (2021), Conditions de vie en Europe - pauvreté et exclusion sociale, Statistiques expliquées, dernière mise à jour le 13.04.21 (dernier accès le 07.07.21) [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Living\\_conditions\\_in\\_Europe\\_-\\_poverty\\_and\\_social\\_exclusion&oldid=502929#Key\\_findings](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Living_conditions_in_Europe_-_poverty_and_social_exclusion&oldid=502929#Key_findings)

FÖLLMI, R. ; MARTINEZ, I. (2017), Volatile Top Income Shares in Switzerland ? Reassessing the Evolution Between 1981 and 2010, *Review of Economics and Statistics*, 99(5), 793-809 [https://doi.org/10.1162/REST\\_a\\_00644](https://doi.org/10.1162/REST_a_00644).

GRABKA, M., GOEBEL, J. (2020), Realeinkommen steigen, Quote der Niedrigeinkommen sinkt in einzelnen Altersgruppen [trad. : Les revenus réels augmentent, le ratio des bas revenus diminue dans les différents groupes d'âge], DIW Wochenbericht 18/2020, Berlin.

GYGLI, S. ; HAELG, F. ; POTRAFKE, N. ; STURM, J.-E. (2019), The KOF Globalisation Index - Revisited, *Review of International Organizations*, 14(3), 543-574. <https://doi.org/10.1007/s11558-019-09344-2>

HABECK, R. (2021), Von hier an anders, Cologne : Kiepenheuer & Witsch.

HAERPFER, C. ; INGLEHART, R. ; MORENO, A. ; WELZEL, C. ; KIZILOVA, K. ; DIEZ-MEDRANO, J. ; LAGOS, M. ; NORRIS, P. ; PONARIN, E. ; PURANEN, B. ET AL. (Eds.) (2020), World Values Survey : Round Seven - Country-Pooled Datafile. Madrid, Espagne & Vienne, Autriche : JD Systems Institute & WVSA Secretariat <https://doi.org/10.14281/18241.1>

HAUCAP, J. ; HEIMESHOFF, U. (2014), Google, Facebook, Amazon, eBay : Internet est-il le moteur de la concurrence ou de la monopolisation des marchés ? , *International Economics and Economic Policy*, 11, 49-61 <https://doi.org/10.1007/s10368-013-0247-6>

HÜNNEKES, F. ; SCHULARICK, M. ; TREBESCH, C. (2019), Exportweltmeister : The Low Returns on Germany's Capital Export, Document de travail de Kiel n° 2133, Institut de Kiel pour l'économie mondiale IfW : Kiel.

IFF/ZEW (2012), Studie zu Dispozinsen/Ratenkrediten, Forschungsvorhaben zur Bereitstellung wissenschaftlicher Entscheidungshilfe für das Bundesministerium für Ernährung, Landwirtschaft und Verbraucherschutz (BMELV), Institute for Financial Services e.V.. (iff) et Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung GmbH, 18 juillet 2012 <https://ftp.zew.de/pub/zew-docs/gutachten/StudieDispoZinsRatenKredit2012.pdf>

INGLEHART, R. (2000), Globalization and postmodern values, *The Washington Quarterly*, 23(1), 215-22.

JAUMOTTE, F. ; LALL, S. ; PAPAGEORGIOU, C. (2008), Rising Income Inequality : Technology, or Trade and Financial Globalization, IMF Working Paper WP/08/185, Washington DC.

KEISLER-STARKEY, K. ; BUNCH, L. (2020), Health Insurance Coverage in the United States : 2019 - Current Population Reports, Département du commerce des États-Unis, Bureau du recensement des États-Unis, Bureau des publications gouvernementales des États-Unis : Washington DC

KfW (2019), Gründungen durch Migranten : größerer Wunsch nach Selbstständigkeit [transl : Start-ups by migrants : A greater desire for self-employment], KfW Research Fokus Volkswirtschaft No. 240, 20 janvier 2019.

KUMKAR, N. ; SCHIMANK, U. (2021), Drei-Klassen-Gesellschaft ? Bruch ? Konfrontation ? Eine Auseinandersetzung mit Andreas Reckwitz' Diagnose der "Spätmoderne [transl. : Une société à trois classes ? Rupture ? Confrontation ? Une discussion du diagnostic d'Andreas Reckwitz sur la "modernité tardive"]", *Leviathan*, vol. 49, numéro 1, 7-32.

LAYARD, R. ; MAYRAZ, G. ; NICKELL, S. (2008), The marginal utility of income, *Journal of Public Economics*, Vol. 92, Issues 8-9, 1846-1857 <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2008.01.007>

NIEHUES, J. ; STOCKHAUSEN, M. (2021), Inequality Revisited, IW Report 18/2021, IW Cologne [https://www.iwkoeln.de/fileadmin/user\\_upload/Studien/Report/PDF/2021/IW-Report\\_2021-Inequality-Revisited.pdf](https://www.iwkoeln.de/fileadmin/user_upload/Studien/Report/PDF/2021/IW-Report_2021-Inequality-Revisited.pdf).

OCDE (2018), Un ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale, Paris : Éditions de l'OCDE <http://dx.doi.org/10.1787/9789264301085-en>

OFFE, C. (1972), Strukturprobleme des kapitalistischen Staates, Aufsätze zur Politischen Soziologie [transl. : Problèmes structurels de l'État capitaliste, Essais de sociologie politique], Francfort-sur-le-Main.

OFFE, C. (1973), Krisen des Krisenmanagement - Elemente einer politischen Krisentheorie, In : Martin Jänicke (Hg.), Herrschaft und Krise, Beiträge zur politikwissenschaftlichen Krisenforschung [transl. : Crises et gestion des crises - Éléments d'une théorie politique des crises], Opladen, 197-223.

PARDOS DE LA ESCUSORA, L. (2021), Augmented human development in the age of globalization, *The Economic History Review*, <https://doi.org/10.1111/ehr.13064> online 18.03.2021

POTRAFKE, N. (2015), The Evidence on Globalization, *The World Economy*, vol. 38, 3, 509-552 <https://doi.org/10.1111/twec.12174>

RECKWITZ, A. (2017), Die Gesellschaft der Singularitäten [trad. La société des singularités], Suhrkamp : Francfort-sur-le-Main.

RECKWITZ, A. (2019), Das Ende der Illusionen. Politik, Ökonomie und Kultur in der Spätmoderne [trad. : La fin de l'illusion. Politique, économie et culture dans la modernité tardive], Suhrkamp : Francfort-sur-le-Main.

RECKWITZ, A. (2020), *The Society of Singularities*, Wiley.

RAWLS, J. (1971), *A Theory of Justice*, Harvard University Press/Belknap : Cambridge, MA.

RODRIK, D. (1997), Trade, Social Insurance and the Limits to Globalization, NBER Working Paper Series No. 5905, National Bureau of Economic Research : Cambridge, MA.

ROEGER, W. ; WELFENS, P.J.J. (2021), Foreign Direct Investment and Innovations : Transmission Dynamics of Persistent Demand and Technology Shocks in a Macro Model, EIIW Discussion Paper No. 300 <https://uni-w.de/7oy37>

SACHWEH, P. (2021), Klassen und Klassenkonflikte in der postindustriellen Gesellschaft. Soziale Spaltungen und soziokulturelle Polarisierung in den Mittelklassen [trad. : Classes et conflits de classes dans la société postindustrielle. Divisions sociales et polarisation socioculturelle dans les classes moyennes], *Leviathan*, vol. 49, numéro 2, 181-188.

SEMEGA, J. ; KOLLAR, M. ; SHRIDER, E. ; CREAMER, J. (2020), Income and Poverty in the United States : 2019 - Current Population Reports, Département du commerce des États-Unis, Bureau du recensement des États-Unis, Bureau des publications gouvernementales des États-Unis : Washington DC

TIROLE, J. (2021), Digital Identity in Economic Perspective, présenté à la série de webinaires Markus Brunnermeier Princeton. <https://scholar.princeton.edu/markus/news/princeton-webinar-series-covid-economics>

THIEL, T. (2021), Der Hipster als politische Lebensform [trad. : Le Hipster comme être politique] dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 23 juin 2021, p. N4.

CNUCED (2020), Rapport sur l'investissement dans le monde, New York : Publications des Nations Unies.

CNUCED (2021), Rapport sur l'investissement dans le monde, New York : Publications des Nations Unies

PNUD (2020), Indice de développement humain, Programme des Nations unies pour le développement <http://hdr.undp.org/en/content/download-data>

WELFENS, P.J.J. (2017), An Accidental BREXIT, Londres : Palgrave Macmillan.

WELFENS, P.J.J. (2018), BREXIT aus Versehen - Europäische Union zwischen Desintegration und neuer EU, 2e édition mise à jour et augmentée, Springer Fachmedien : Wiesbaden.

WELFENS, P.J.J. (2019), The Global Trump - Populisme structurel américain et conflits économiques avec l'Europe et l'Asie, Palgrave Macmillan : Londres

WELFENS, P.J.J. (2020), Trump global - Struktureller US-Populismus und Wirtschaftskonflikte mit Europa und Asien, Springer Fachmedien : Wiesbaden.

WELFENS, P.J.J. ; UDALOV, V. (2018), International Inequality Dynamics : Issues and Evidence of a Redistribution Kuznets Curve, EIIW Discussion Paper No. 250 <https://uni-w.de/7f24u>; Présenté à la réunion du groupe d'experts sur "New Research on Inequality and Its Impacts", Nations Unies, New York, septembre 2018.

## **Annexe 1 : World Values Survey 2020 ; Questions sélectionnées sur l'inégalité**

**Q50.** Dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de la situation financière de votre ménage ?  
Veuillez utiliser à nouveau cette carte pour vous aider à répondre [Complètement insatisfait - complètement satisfait ; 1-10].

**Au cours des 12 derniers mois, à quelle fréquence votre famille ou vous-même avez... ?**  
[1-4 ; Souvent, Parfois, Rarement, Jamais].

**Q51.** Partis sans avoir assez de nourriture à manger

**Q52.** Sentiment d'insécurité face à la criminalité à votre domicile

**Q53.** Vous vous êtes passé de médicaments ou de traitements médicaux dont vous aviez besoin.

**Q54.** Sans revenu en espèces

**Q55.** Parti sans un abri sûr au-dessus de votre tête

**Q56.** Si vous comparez votre niveau de vie à celui de vos parents lorsqu'ils avaient à peu près votre âge, diriez-vous que votre situation est meilleure, moins bonne ou à peu près la même ?

1. meilleure situation
2. plus mal en point
3. ou à peu près la même chose

**Q106.** Les revenus devraient être plus égaux [1] - Il devrait y avoir de plus grandes incitations à l'effort individuel [10].

**Q108.** Le gouvernement devrait prendre plus de responsabilités pour s'assurer que chacun subvient à ses besoins [1] - Les gens devraient prendre plus de responsabilités pour subvenir à leurs besoins [10].

**Q109.** La concurrence est bonne [1] - La concurrence est nuisible [10].

**Q110.** À long terme, le travail acharné apporte généralement une vie meilleure [1] - Le travail acharné n'apporte généralement pas le succès - c'est plutôt une question de chance et de relations [10].

**Q149.** La plupart des gens considèrent que la liberté et l'égalité sont toutes deux importantes, mais si vous deviez choisir entre les deux, laquelle des deux serait la plus importante pour vous ?

1. Liberté
2. Égalité

**Q241.** Les gouvernements taxent les riches et subventionnent les pauvres [1-10, Pas une caractéristique essentielle d'une démocratie - Une caractéristique essentielle d'une démocratie].

**Q247.** L'Etat assure l'égalité des revenus des citoyens [1-10, Pas une caractéristique essentielle d'une démocratie - Une caractéristique essentielle d'une démocratie].

**Q286.** Au cours de l'année dernière, votre famille a-t-elle :

1. Économies d'argent
2. Juste se débrouiller
3. Dépenser des économies
4. Dépenser ses économies et emprunter de l'argent

**Q287.** Les gens se décrivent parfois comme appartenant à la classe ouvrière, à la classe moyenne, à la classe supérieure ou inférieure. Vous décririez-vous comme appartenant à la

1. Classe supérieure
2. Classe moyenne supérieure
3. Classe moyenne inférieure
4. La classe ouvrière
5. Classe inférieure

**Q288.** Sur cette carte figure une échelle de revenus sur laquelle 1 indique le groupe aux revenus les plus faibles et 10 le groupe aux revenus les plus élevés dans votre pays. Nous aimerions savoir dans quel groupe se situe votre ménage. Veuillez indiquer le chiffre approprié, en comptant tous les salaires, traitements, pensions et autres revenus [1-10 ; 1 groupe le plus bas - 10 groupe le plus haut].

Source : HAERPFER, C. ; INGLEHART, R. ; MORENO, A. ; WELZEL, C. ; KIZILOVA, K. ; DIEZ-MEDRANO, J. ; LAGOS, M. ; NORRIS, P. ; PONARIN, E. ; PURANEN, B. ET AL. (Eds.) (2020), World Values Survey : Round Seven - Country-Pooled Datafile. Madrid, Espagne & Vienne, Autriche : JD Systems Institute & WWSA Secretariat  
<https://doi.org/10.14281/18241.1>

## Annexe 2 : Indice KOF de la mondialisation 2020 ; les 20 premiers pays classés par l'indice global et les sous-indicateurs

Tab. 6: Indice de globalisation du KOF : Les 20 premiers pays classés par l'indice global et les sous-indicateurs, 2020

Rang	Pays	Indice de mondialisation, global	Rang	Pays	Mondialisation économique, indice global	Rang	Pays	Social Mondialisation, indice global	Rang	Pays	Mondialisation politique, indice global
1	Suisse	90.79	1	Singapour	93.63	1	Monaco	91.50	1	France	97.98
2	Pays-Bas	90.68	2	Pays-Bas	89.58	2	Luxembourg	90.89	2	Allemagne	97.90
3	Belgique	90.46	3	Belgique	87.89	3	Liechtenstein	90.78	3	Italie	97.80
4	Suède	89.44	4	Irlande	87.81	4	Suisse	90.35	4	Royaume-Uni	97.08
5	Royaume-Uni	89.39	5	Luxembourg	87.36	5	Norvège	89.83	5	Belgique	96.62
6	Allemagne	88.83	6	U.A.E.	86.90	6	Canada	89.42	6	Pays-Bas	96.59
7	Autriche	88.56	7	Suisse	86.41	7	Andorre	89.24	7	Suède	96.43
8	Danemark	87.96	8	Malte	86.15	8	Royaume-Uni	89.18	8	Suisse	95.62
9	Finlande	87.70	9	Chypre	85.77	9	Singapour	88.70	9	Autriche	95.45
10	France	87.69	10	Estonie	85.62	10	Saint-Marin	88.38	10	Finlande	93.65
11	Irlande	85.54	11	Hong Kong SAR, Chine	84.67	11	Hong Kong SAR, Chine	88.35	11	Portugal	93.18
12	Norvège	85.47	12	Danemark	84.35	12	Suède	88.30	12	Turquie	92.70
13	République tchèque	84.88	13	Suède	83.59	13	Australie	88.22	13	Fédération de Russie	92.69
14	Portugal	84.88	14	Finlande	83.09	14	Allemagne	87.99	14	Danemark	92.63
15	Canada	84.18	15	République tchèque	82.69	15	Autriche	87.54	15	États-Unis	92.59
16	Hongrie	83.83	16	Autriche	82.68	16	RAS de Macao, Chine	87.34	16	Canada	92.32
17	Espagne	83.81	17	Maurice	82.65	17	Irlande	87.30	17	Inde	92.13
18	Singapour	83.49	18	République slovaque	82.52	18	Danemark	86.90	18	Grèce	92.04
19	Chypre	83.06	19	Hongrie	81.98	19	Belgique	86.69	19	Espagne	91.49
20	Estonie	82.91	20	Bahreïn	81.96	20	Nouvelle-Zélande	86.65	20	Égypte, République arabe	91.47

Source : Indice de globalisation du KOF 2020 ; Gygli, Savina, Florian Haelg, Niklas Potrafke et Jan-Egbert Sturm (2019) : The KOF Globalisation Index - Revisited, Review of International Organizations, 14(3), 543-574 <https://doi.org/10.1007/s11558-019-09344-2>

## **Annexe 3 : Évolution du ratio de pauvreté dans l'UE et aux États-Unis**

Selon les données du Bureau du recensement des États-Unis, les taux de pauvreté ont diminué en 2018/19 dans le cadre d'un processus d'amélioration pluriannuel (SEMEGA ET AL., 2020), qui semble avoir été considérablement aidé par une reprise économique à long terme après 2011. Selon les données, les taux de pauvreté de la population afro-américaine ainsi que de la population latino aux États-Unis sont supérieurs à la moyenne, tandis que le taux de pauvreté des Américains d'origine asiatique est légèrement inférieur à la moyenne de la population dans son ensemble. Si l'on calcule un taux de pauvreté modifié sur le plan méthodologique, proche de la méthodologie européenne de mesure de la pauvreté, le taux de pauvreté américain serait légèrement supérieur au taux de pauvreté officiel des États-Unis.

Le taux de pauvreté américain en 2019 était officiellement de 10,5%, soit environ 1,3 point de pourcentage de moins que le taux de 11,8% de 2018. Pourtant, 2019 a encore représenté la cinquième année consécutive de baisse du taux de pauvreté. Le taux de pauvreté de 10,5 % est le plus bas enregistré aux États-Unis depuis 1959. Le nombre absolu de personnes pauvres aux États-Unis était de 34 millions en 2019, soit un bon 4 millions de personnes de moins qu'en 2018. Au passage, le revenu médian des citoyens américains natifs (nés aux États-Unis) était de 69 000 dollars, tandis que celui des citoyens américains nés à l'étranger était de 65 000 dollars, soit un écart de 9% pour ces derniers, le taux de croissance du revenu des citoyens américains nés à l'étranger en 2019/2018 étant légèrement supérieur à celui des citoyens natifs. 8 % des citoyens américains n'avaient pas d'assurance maladie (ou une assurance minimale) en 2019 (KEISLER-STARKEY/BUNCH, 2020). La proportion de citoyens sans assurance maladie standard est probablement plus proche de 15 %, et les maladies familiales graves - avec hospitalisation - constituent l'un des risques économiques importants du déclin aux États-Unis, comme l'ont déjà montré des études de l'OCDE (OCDE, 2018).

Les taux de risque de pauvreté dans les pays de l'UE différaient considérablement dans certains cas, un nombre remarquable de pays affichant des taux de pauvreté plus élevés dans le cas des familles avec enfants que pour les couples mariés sans enfants ; une telle structure (également visible au Royaume-Uni, entre autres) dans l'assistance sociale et la politique fiscale peut évidemment être considérée comme critique. Les taux de risque de pauvreté étaient relativement élevés en Bulgarie (taux de pauvreté de 32,5 %), en Roumanie, en Lituanie, en Estonie, en Lettonie, au Portugal, en Italie, en Grèce, en Espagne et à Chypre (voir graphique ci-dessous) ; une dynamique particulière dans l'UE parmi les jeunes hommes célibataires, qui représentent alors également un potentiel d'émigration considérable. Les pays scandinaves, l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, mais aussi la Pologne et la République tchèque (12,3 %) présentent un risque de pauvreté relativement faible. Parmi les parents isolés ayant des enfants mineurs, 40% étaient exposés au risque de pauvreté. Le taux moyen de risque de pauvreté dans l'UE était de 21,1 % en 2019 (EUROSTAT, 2021).

Les transferts sociaux ont réduit le taux de risque de pauvreté de l'UE28 de 25,9 % à 17,3 % en 2016, ce qui indique le rôle important de la politique sociale dans la grande majorité des pays de l'UE. Les déficits éducatifs et le chômage prolongé contribuent fortement au risque de pauvreté dans les pays de l'UE, les premiers étant également susceptibles d'augmenter le taux

de chômage de longue durée. Parmi les personnes âgées de 18 ans et plus, la part des personnes exposées au risque de pauvreté était de 30,7 % pour celles ayant un faible niveau d'éducation (niveaux CITE 0-2) en 2016, tandis que le chiffre correspondant pour les personnes du même groupe d'âge mais ayant un niveau d'éducation élevé (niveaux CITE 5-8) n'était que de 11,5 %. Dans l'UE28, les personnes âgées de 18 ans et plus étaient menacées de pauvreté pour 2/3 des chômeurs ; en revanche, la part des personnes ayant un emploi n'était que de 12,4%. Au final, dans l'UE, cela met en évidence le rôle majeur des politiques d'éducation et de stabilité pour limiter significativement le taux de pauvreté (EUROSTAT, 2018).

Le rapport d'Eurostat du premier semestre 2021 met en évidence une certaine différenciation au sein de l'UE, mais aussi des améliorations au fil du temps (EUROSTAT, 2021 [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Living\\_conditions\\_in\\_Europe\\_-\\_poverty\\_and\\_social\\_exclusion&oldid=502929#Key\\_findings](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Living_conditions_in_Europe_-_poverty_and_social_exclusion&oldid=502929#Key_findings) ; avec couverture de l'UE27) :

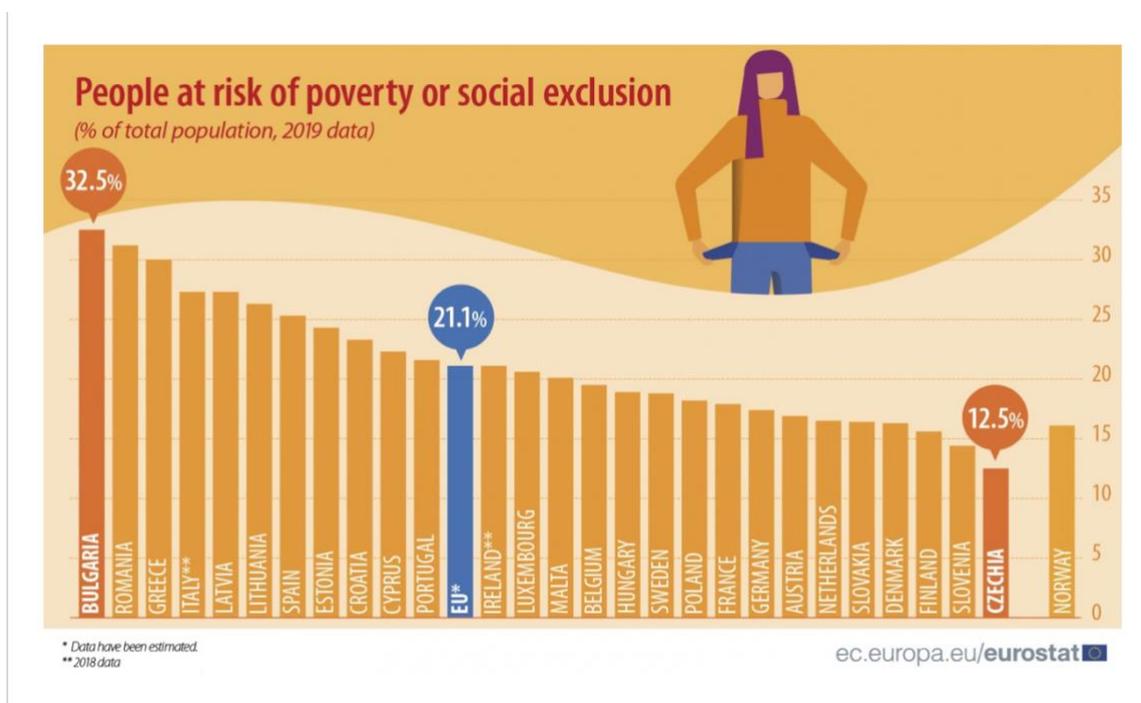
- *"Le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale varie considérablement entre les États membres de l'UE, mais aussi au sein de chaque État membre. Par exemple, dans certains États membres - principalement dans les États membres baltes, les parties orientales ou méridionales de l'UE - le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale était plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines (villes ou agglomérations et banlieues), alors que dans de nombreux États membres occidentaux, la pauvreté ou l'exclusion sociale était plus fréquente dans les villes.*
- *Comme indiqué dans un article sur la répartition des revenus et les inégalités de revenus, les mesures de protection sociale, telles que les transferts sociaux, constituent un moyen important de lutter contre la pauvreté monétaire : en 2019, les transferts sociaux ont réduit le taux de risque de pauvreté de l'UE-27 de 24,5 % (avant transferts sociaux, pensions exclues) à 16,5 %, ce qui a fait baisser ce taux de 8,0 points de pourcentage.*
- *De la même manière que le chômage de longue durée a un impact plus important sur la vie que les périodes de chômage plus courtes, le risque persistant de pauvreté est intrinsèquement lié à un risque d'exclusion sociale disproportionnellement plus élevé. Le taux de risque persistant de pauvreté indique la proportion de personnes se trouvant sous le seuil de pauvreté et ayant également été sous ce seuil pendant au moins deux des trois années précédentes. Cet indicateur est intéressant dans la mesure où il permet d'analyser de manière longitudinale si le risque de pauvreté est de nature transitoire (partagé entre plusieurs membres de la société) ou s'il s'agit d'un phénomène plus structurel (où une partie malchanceuse de la population est pauvre de manière persistante). Le taux de risque persistant de pauvreté était plus répandu parmi la population vivant dans des ménages d'adultes isolés, en particulier ceux ayant des enfants à charge (beaucoup de ces ménages se caractérisent par des niveaux de revenus qui sont durablement inférieurs au seuil de pauvreté). En moyenne, plus d'un cinquième (21,4 %) des ménages d'adultes seuls avec enfants à charge dans l'UE-27 étaient exposés à un risque persistant de pauvreté en 2018.*

## *Pauvreté et exclusion sociale*

*Environ une personne sur cinq dans l'UE-27 était menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale.*

En 2019, on estimait à 92,4 millions le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE-27, ce qui correspondait à 21,1 % de la population totale. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale, qui peut être abrégé en AROPE, correspond à la somme des personnes qui sont (i) menacées de pauvreté (comme l'indique leur revenu disponible) ; et/ou (ii) confrontées à une privation matérielle sévère (comme l'indique leur capacité à acheter un ensemble d'articles matériels prédéfinis) ; et/ou (iii) vivent dans un ménage à très faible intensité de travail. Après avoir atteint un pic de 108,7 millions en 2012, le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE-27 a diminué pendant sept années consécutives. On constate une diminution de 16,3 millions par rapport au nombre de personnes qui étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale depuis le pic de 2012."

**Fig. 6: Conditions de vie en Europe ; Pauvreté et exclusion sociale**



Source : Conditions de vie en Europe - Pauvreté et exclusion sociale  
[https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Living\\_conditions\\_in\\_Europe\\_-\\_poverty\\_and\\_social\\_exclusion](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Living_conditions_in_Europe_-_poverty_and_social_exclusion)  
(dernier accès le 07.07.21)

## Annexe 4 : World Values Survey - Résultats de l'enquête sur l'identification de classe autodéclarée des répondants dans les pays de l'OCDE et les pays non membres de l'OCDE, 2021

**Tab. 7: Liste des pays (OCDE = 1)**

Pays	OCDE		
Andorre	0	Serbie	0
Argentine	0	Singapour	0
Australie	1	Corée du Sud	1
Bangladesh	0	Taiwan ROC	0
Bolivie	0	Tadjikistan	0
Brésil	0	Thaïlande	0
Canada	1	Tunisie	0
Chili	1	Turquie	1
Chine	0	Ukraine	0
Colombie	0	États-Unis	1
Chypre	0	Vietnam	0
Équateur	0	Zimbabwe	0
Égypte	0		
Éthiopie	0		
Allemagne	1		
Grèce	1		
Guatemala	0		
Hong Kong SAR PRC	0		
Indonésie	0		
Iran	0		
Irak	0		
Japon	1		
Jordan	0		
Kazakhstan	0		
Kirghizistan	0		
Liban	0		
Macao SAR RPC	0		
Malaisie	0		
Mexique	1		
Myanmar	0		
Nouvelle-Zélande	1		
Nicaragua	0		
Nigeria	0		
Pakistan	0		
Pérou	0		
Philippines	0		
Porto Rico	0		
Roumanie	0		
Russie	0		

**Q287.** Les gens se décrivent parfois comme appartenant à la classe ouvrière, à la classe moyenne, à la classe supérieure ou inférieure. Vous décririez-vous comme appartenant à la

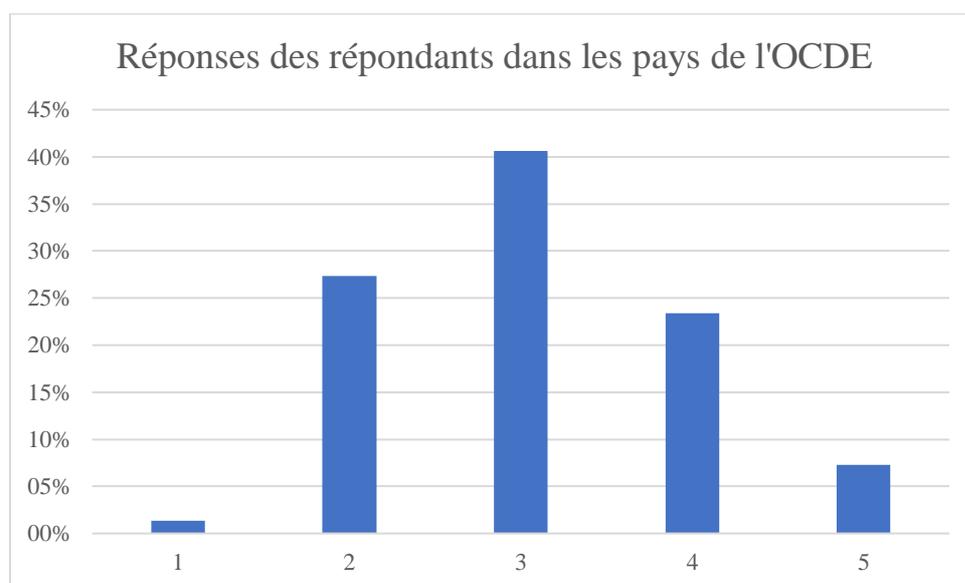
1. Classe supérieure
2. Classe moyenne supérieure
3. Classe moyenne inférieure
4. La classe ouvrière
5. Classe inférieure

**Tab. 8: Autoclassification des répondants en fonction de leur appartenance à une classe dans les pays de l'OCDE, World Values Survey 2020**

1	2	3	4	5
260	5332	7914	4554	1419
1.3%	27.4%	40.6%	23.4%	7.3%

Source : Calculs propres basés sur : Haerpfer, C., Inglehart, R., Moreno, A., Welzel, C., Kizilova, K., Diez-Medrano J., M. Lagos, P. Norris, E. Ponarin & B. Puranen et al. (eds.). 2020. World Values Survey : Round Seven - Country-Pooled Datafile. Madrid, Espagne & Vienne, Autriche : JD Systems Institute & WVSA Secretariat. doi.org/10.14281/18241.1

**Fig. 7: Représentation graphique de l'appartenance à une classe dans les pays de l'OCDE, World Values Survey, 2020**



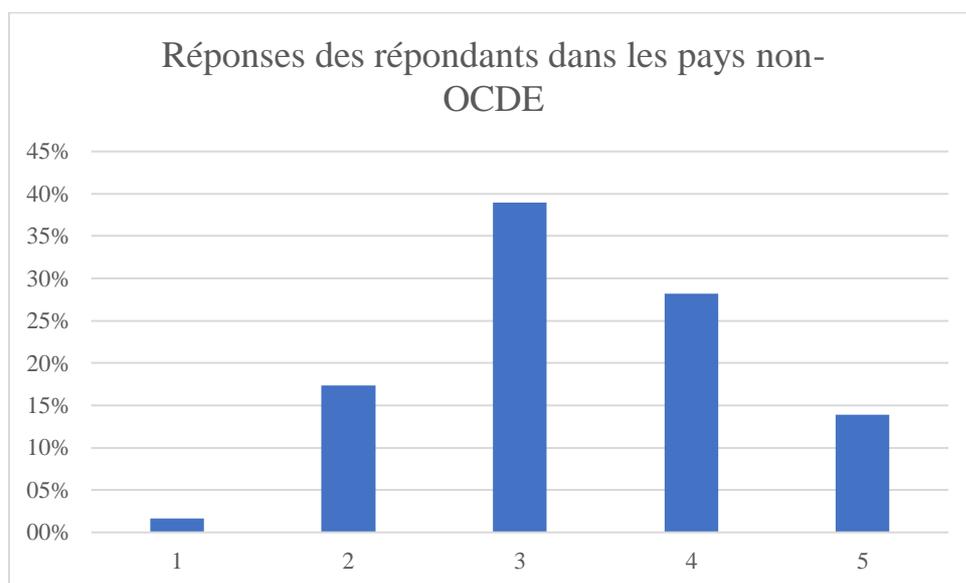
Source : Calculs propres basés sur : Haerpfer, C., Inglehart, R., Moreno, A., Welzel, C., Kizilova, K., Diez-Medrano J., M. Lagos, P. Norris, E. Ponarin & B. Puranen et al. (eds.). 2020. World Values Survey : Round Seven - Country-Pooled Datafile. Madrid, Espagne & Vienne, Autriche : JD Systems Institute & WVSA Secretariat. doi.org/10.14281/18241.1

**Tab. 9: Auto-classification des répondants en fonction de leur appartenance à une classe sociale dans les pays non-OCDE, World Values Survey 2020**

1	2	3	4	5
906	9653	21681	15703	7757
1.6%	17.3%	38.9%	28.2%	13.9%

Source : Calculs propres basés sur : Haerpfer, C., Inglehart, R., Moreno, A., Welzel, C., Kizilova, K., Diez-Medrano J., M. Lagos, P. Norris, E. Ponarin & B. Puranen et al. (eds.). 2020. World Values Survey : Round Seven - Country-Pooled Datafile. Madrid, Espagne & Vienne, Autriche : JD Systems Institute & WWSA Secretariat. doi.org/10.14281/18241.1

**Fig. 8: Représentation graphique de l'appartenance à une classe dans les pays non-OCDE, World Values Survey, 2020**



Source : Calculs propres basés sur : Haerpfer, C., Inglehart, R., Moreno, A., Welzel, C., Kizilova, K., Diez-Medrano J., M. Lagos, P. Norris, E. Ponarin & B. Puranen et al. (eds.). 2020. World Values Survey : Round Seven - Country-Pooled Datafile. Madrid, Espagne & Vienne, Autriche : JD Systems Institute & WWSA Secretariat. doi.org/10.14281/18241.1

## EIIW Diskussionsbeiträge

## EIIW Discussion Papers



ISSN 1430-5445:

Die Zusammenfassungen der Beiträge finden Sie im Internet unter:

The abstracts of the publications can be found in the internet under:

<https://eiiw.wiwi.uni-wuppertal.de/>

No. 173 **Welfens P.J.J.; Perret K.J.:** Structural Change, Specialization and Growth in EU 25, January 2010

No. 174 **Welfens P.J.J.; Perret K.J.; Erdem D.:** Global Economic Sustainability Indicator: Analysis and Policy Options for the Copenhagen Process, February 2010

No. 175 **Welfens, P.J.J.:** Rating, Kapitalmarktsignale und Risikomanagement: Reformansätze nach der Transatlantischen Bankenkrise, Februar 2010

No. 176 **Mahmutovic, Z.:** Patendatenbank: Implementierung und Nutzung, Juli 2010

No. 177 **Welfens, P.J.J.:** Toward a New Concept of Universal Services: The Role of Digital Mobile Services and Network Neutrality, November 2010

No. 178 **Perret J.K.:** A Core-Periphery Pattern in Russia – Twin Peaks or a Rat’s Tail, December 2010

No. 179 **Welfens P.J.J.:** New Open Economy Policy Perspectives: Modified Golden Rule and Hybrid Welfare, December 2010

No. 180 **Welfens P.J.J.:** European and Global Reform Requirements for Overcoming the Banking Crisis, December 2010

No. 181 **Szanyi, M.:** Industrial Clusters: Concepts and Empirical Evidence from East-Central Europe, December 2010

No. 182 **Szalavetz, A.:** The Hungarian automotive sector – a comparative CEE perspective with special emphasis on structural change, December 2010

- No. 183 **Welfens, P.J.J.; Perret, K.J.; Erdem, D.:** The Hungarian ICT sector – a comparative CEE perspective with special emphasis on structural change, December 2010
- No. 184 **Lengyel, B.:** Regional clustering tendencies of the Hungarian automotive and ICT industries in the first half of the 2000's, December 2010
- No. 185 **Schröder, C.:** Regionale und unternehmensspezifische Faktoren einer hohen Wachstumsdynamik von IKT Unternehmen in Deutschland; Dezember 2010
- No. 186 **Emons, O.:** Innovation and Specialization Dynamics in the European Automotive Sector: Comparative Analysis of Cooperation & Application Network, October 2010
- No. 187 **Welfens, P.J.J.:** The Twin Crisis: From the Transatlantic Banking Crisis to the Euro Crisis? January 2011
- No. 188 **Welfens, P.J.J.:** Green ICT Dynamics: Key Issues and Findings for Germany, March 2012
- No. 189 **Erdem, D.:** Foreign Direct Investments, Energy Efficiency and Innovation Dynamics, July 2011
- No. 190 **Welfens, P.J.J.:** Atomstromkosten und -risiken: Haftpflichtfragen und Optionen rationaler Wirtschaftspolitik, Mai 2011
- No. 191 **Welfens, P.J.J.:** Towards a Euro Fiscal Union: Reinforced Fiscal and Macroeconomic Coordination and Surveillance is Not Enough, January 2012
- No. 192 **Irawan, T.:** ICT and economic development: Conclusion from IO Analysis for Selected ASEAN Member States, November 2013
- No. 193 **Welfens, P.J.J.; Perret, J.:** Information & Communication Technology and True Real GDP: Economic Analysis and Findings for Selected Countries, February 2014
- No. 194 **Schröder, C.:** Dynamics of ICT Cooperation Networks in Selected German ICT Clusters, August 2013
- No. 195 **Welfens, P.J.J.; Jungmittag, A.:** Telecommunications Dynamics, Output and Employment, September 2013
- No. 196 **Feiguine, G.; Solojova, J.:** ICT Investment and Internationalization of the Russian Economy, September 2013
- No. 197 **Kubielas, S.; Olender-Skorek, M.:** ICT Modernization in Central and Eastern Europe, May 2014 Trade and Foreign Direct Investment New Theoretical Approach and Empirical Findings for US Exports & European Exports
- No. 198 **Feiguine, G.; Solovjova, J.:** Significance of Foreign Direct Investment for the Development of Russian ICT sector, May 2014

- No. 199 **Feiguine, G.; Solovjova, J.:** ICT Modernization and Globalization: Russian Perspectives, February 2012
- No. 200 **Syraya, O.:** Mobile Telecommunications and Digital Innovations, May 2014
- No. 201 **Tan, A.:** Harnessing the Power of ICT and Innovation Case Study Singapore, March 2014
- No. 202 **Udalov, V.:** Political-Economic Aspects of Renewable Energy: Voting on the Level of Renewable Energy Support, November 2014
- No. 203 **Welfens, P.J.J.:** Overcoming the EU Crisis and Prospects for a Political Union, March 2014
- No. 204 **Welfens, P.J.J.; Irawan, T.:** Trade and Foreign Direct Investment: New Theoretical Approach and Empirical Findings for US Exports and European Exports, November 2014
- No. 205 **Welfens, P.J.J.:** Competition in Telecommunications and Internet Services: Problems with Asymmetric Regulations, December 2014
- No. 206 **Welfens, P.J.J.:** Innovation, Inequality and a Golden Rule for Growth in an Economy with Cobb-Douglas Function and an R&D Sector
- No. 207 **Jens K. Perret.:** Comments on the Impact of Knowledge on Economic Growth across the Regions of the Russian Federation
- No. 208 **Welfens, P.J.J.; Irawan T.:** European Innovations Dynamics and US Economic Impact: Theory and Empirical Analysis, June 2015
- No. 209 **Welfens, P.J.J.:** Transatlantisches Freihandelsabkommen EU-USA: Befunde zu den TTIP-Vorteilen und Anmerkungen zur TTIP-Debatte, Juni 2015
- No. 210 **Welfens, P.J.J.:** Overcoming the Euro Crisis and Prospects for a Political Union, July 2015
- No. 211 **Welfens, P.J.J.:** Schumpeterian Macroeconomic Production Function for Open Economies: A New Endogenous Knowledge and Output Analysis, January 2016
- No. 212 **Jungmittag, A.; Welfens, P.J.J.:** Beyond EU-US Trade Dynamics: TTIP Effects Related to Foreign Direct Investment and Innovation, February 2016
- No. 213 **Welfens, P.J.J.:** Misleading TTIP analysis in the 6th/7th May 2016 issue of DER SPIEGEL, May 2016
- No. 214 **Welfens, P.J.J.:** TTIP-Fehlanalyse im SPIEGEL Heft 6. Mai 2016, Mai 2016
- No. 215 **Welfens, P.J.J.; Irawan, T.; Perret, J.K.:** True Investment-GDP Ratio in a World Economy with Investment in Information & Communication Technology, June 2016
- No. 216 **Welfens, P.J.J.:** EU-Osterweiterung: Anpassungsprozesse, Binnenmarktdynamik und Euro-Perspektiven, August 2016

- No. 217 **Perret, J.K.:** A Spatial Knowledge Production Function Approach for the Regions of the Russian Federation, June 2016
- No. 218 **Korus, A.:** Currency Overvaluation and R&D Spending, September 2016
- No. 219 **Welfens, P.J.J.:** Cameron's Information Disaster in the Referendum of 2016: An Exit from Brexit? September 2016
- No. 220 **Welfens, P.J.J.:** Qualitätswettbewerb, Produktinnovationen und Schumpetersche Prozesse in internationalen Märkten, October 2016
- No. 221 **Jungmittag, A.:** Techno-Globalisierung, October 2016
- No. 222 **Dachs, B.:** Techno-Globalisierung als Motor des Aufholprozesses im österreichischen Innovationssystem, October 2016
- No. 223 **Perret, J.K.:** Strukturwandel in der Europäischen Union am Beispiel ausgewählter Leitmärkte mit besonderem Bezug auf die Innovationstätigkeit der Mitgliedsländer, October 2016
- No. 224 **Irawan, T.; Welfens, P.J.J.:** ICT Dynamics and Regional Trade Bias in Asia: Theory and Empirical Aspects, October 2016
- No. 225 **Korus, A.:** Erneuerbare Energien und Leitmärkte in der EU und Deutschland, October 2016
- No. 226 **Dachs, B.; Budde, B.:** Fallstudie Nachhaltiges Bauen und Lead Markets in Österreich, October 2016
- No. 227 **Welfens, P.J.J.:** eHealth: Grundlagen der Digitalen Gesundheitswirtschaft und Leitmarktperspektiven, October 2016
- No. 228 **Korus, A.:** Innovationsorientierte öffentliche Beschaffung und Leitmärkte: Politische Initiativen in der EU, October 2016
- No. 230 **Nan, Yu:** Innovation of renewable energy generation technologies at a regional level in China: A study based on patent data analysis, December 2016
- No. 231 **Welfens, P.J.J.; Debes, C.:** Globale Nachhaltigkeit 2017: Ergebnisse zum EIIW-vita Nachhaltigkeitsindikator, März 2018
- No. 232 **Welfens, P.J.J.:** Negative Welfare Effects from Enhanced International M&As in the Post-BREXIT-Referendum UK, April 2017
- No. 233 **Udalov, V.; Welfens, P.J.J.:** Digital and Competing Information Sources: Impact on Environmental Concern und Prospects for Cooperation, April 2017
- No. 234 **Welfens, P.J.J.:** The True Cost of BREXIT for the UK: A Research Note, October 2017

- No. 235 **Welfens, P.J.J.; Hanrahan, D.:** BREXIT: Key Analytical Issues and Insights from Revised Economic Forecasts, January 2018
- No. 236 **Welfens, P.J.J.:** Techno-Globalisierung, Leitmärkte und Strukturwandel in wirtschaftspolitischer Sicht, August 2017
- No. 238 **Welfens, P.J.J.:** Foreign Financial Deregulation under Flexible and Fixed Exchange Rates, June 2017
- No. 239 **Welfens, P.J.J.; Kadiric, S.:** Neuere Finanzmarktaspekte von Bankenkrise, QE-Politik und EU-Bankenaufsicht, July 2017
- No. 240 **Welfens, P.J.J.; Hanrahan, D.:** The BREXIT Dynamics: British and EU27 Challenges after the EU Referendum, May 2017
- No. 241 **Welfens, P.J.J.; Baier, F.:** BREXIT and FDI: Key Issues and New Empirical Findings, January 2018
- No. 242 **Welfens, P.J.J.:** International Risk Management in BREXIT and Policy Options, March 2018
- No. 243 **Korus, A.; Celebi, K.:** The Impact of Brexit on the British Pound/Euro Exchange rate The Impact of Brexit on the British Pound/Euro Exchange rate, April 2018
- No. 244 **Welfens, P.J.J.; Yushkova, E.:** IKT-Sektor in China und Wirtschaftsbeziehungen zu Deutschland, April 2018
- No. 245 **Udalov, V.:** Analysis of Individual Renewable Energy Support: An Enhanced Model, June 2018
- No. 246 **Welfens, P.J.J.:** Lack of International Risk Management in BREXIT? July 18 2018
- No. 247 **Xiong, T.; Welfens, P.J.J.:** The Effects of Foreign Direct Investment on Regional Innovation Capacity in China, June 2018
- No. 248 **Welfens, P.J.J.:** New Marshall-Lerner Conditions for an Economy with Outward and Two-Way Foreign Direct Investment, July 2018, Updated February 2019
- No. 249 **Welfens, P.J.J.; Xiong, T.:** BREXIT Perspectives: Financial Market Dynamics, Welfare Aspects and Problems from Slower Growth, September 2018
- No. 250 **Welfens, P.J.J.; Udalov, V.:** International Inequality Dynamics: Issues and Evidence of a Redistribution Kuznets Curve, September 2018
- No. 251 **Kadiric, S.; Korus, A.:** The Effects of Brexit on Corporate Yield Spreads: Evidence from UK and Eurozone Corporate Bond Markets, September 2018

- No. 252 **Welfens, P.J.J.:** Import Tariffs, Foreign Direct Investment and Innovation: A New View on Growth and Protectionism, December 2018
- No. 253 **Welfens, P.J.J.:** Explaining Trumpism as a Structural US Problem: New Insights and Transatlantic Plus Global Economic Perspectives, October 2018
- No. 254 **Baier, F.J.; Welfens, P.J.J.:** The UK's Banking FDI Flows and Total British FDI: A Dynamic BREXIT Analysis, November 2018
- No. 255 **Welfens, P.J.J.; Yu, N.; Hanrahan, D.; Schmuelling, B; Fechtner, H.:** Electrical Bus Mobility in the EU and China: Technological, Ecological and Economic Policy Perspectives, December 2018
- No. 256 **Welfens, P.J.J.; Baier, F.; Kadiric, S.; Korus, A.; Xiong, T.:** EU28 Capital Market Perspectives of a Hard BREXIT: Theory, Empirical Findings and Policy Options, March 2019
- No. 257 **Welfens, P.J.J.:** Council of Economic Advisers: Biased Per Capita Consumption Comparison of the US with Europe, March 2019 (forthcoming)
- No. 258 **Welfens, P.J.J.:** Wirtschaftspolitik-Fehlorientierung des Westens nach 1989: Bankenkrise, Globalisierungs-Ordnungsdefizit und Desintegrationsdruck, April 2019
- No. 259 **Welfens, P.J.J.:** CO2-Steuer, Zertifikate-Handel und Innovationsförderung als Klimapolitik-Instrumente, June 2019
- No. 260 **Welfens, P.J.J.:** BREXIT- Wirtschaftsperspektiven für Deutschland und NRW: Mittel- und langfristige Effekte & Politikoptionen, June 2019
- No. 261 **Baier, F.J.:** Foreign Direct Investment and Tax: OECD Gravity Modelling in a World with International Financial Institutions, August 2019
- No. 262 **Welfens, P.J.J.:** Rationale Klimapolitik für das Erreichen des Ziels Klimaneutralität: NRW-Deutschland-EU-G20Plus, Oktober 2019
- No. 263 **Welfens, P.J.J.:** After Eastern German State Elections 2019: Germany Facing Serious Politico-Economic Problems, September 2019
- No. 264 **Jungmittag, A.; Welfens, Paul J.J.:** EU-US Trade Post-Trump Perspectives: TTIP Aspects Related to Foreign Direct Investment and Innovation, November 2019
- No. 265 **Welfens, P.J.J.:** Financial Markets and Oil Prices in a Schumpeterian Context of CO2-Allowance Markets, December 2019
- No. 266 **Welfens, P.J.J.; Xiong, T.:** US MNCs' Reinvested Earnings and Investment in EU Countries: New Thoughts on Feldstein-Horioka, December 2019, *forthcoming*

- No. 267 **Welfens, P.J.J.; Celebi, K.:** CO2 Allowance Price Dynamics and Stock Markets in EU Countries: Empirical Findings and Global CO2-Perspectives, January 2020
- No. 268 **Celebi, K.:** Quo Vadis, Britain? – Implications of the Brexit Process on the UK’s Real Economy, January 2020
- No. 269 **Welfens, P.J.J.:** The Optimum Import Tariff in the Presence of Outward Foreign Direct Investment, January 2020
- No. 270 **Welfens, P.J.J.:** Macroeconomic Aspects of the Coronavirus Epidemic: Eurozone, EU, US and Chinese Perspectives, March 2020
- No. 271 **Kadicic, S.:** The Determinants of Sovereign Risk Premiums in the UK and the European Government Bond Market: The Impact of Brexit, March 2020
- No. 272 **Welfens, P.J.J.:** Macroeconomic and Health Care Aspects of the Coronavirus Epidemic: EU, US and Global Perspectives, April 2020
- No. 273 **Welfens, P.J.J.:** Corona World Recession and Health System Crisis: Shocks Not Understood So Far, May 2020
- No. 274 **Bretschger, L.; Grieg, E.; Welfens, P.J.J.; Xiong, T.:** Corona Fatality Development, Medical Indicators and the Environment: Empirical Evidence for OECD Countries, June 2020
- No. 275 **Welfens, P.J.J.:** Doubts on the Role of Disturbance Variance in New Keynesian Models and Suggested Refinements, October 2020
- No. 277 **Bretschger, L.; Grieg, E.; Welfens, P.J.J.; Xiong, T.:** COVID-19 Infections and Fatalities Developments: Empirical Evidence for OECD Countries and Newly Industrialized Economies, September 2020
- No. 279 **Welfens, P.J.J.:** Product Innovations, Process Innovations and Foreign Direct Investment: New Theoretical Aspects and Empirical Findings, December 2020
- No. 280 **Zander, T.:** Does corruption matter for FDI flows in the OECD? A gravity analysis, October 2020
- No. 281 **Celebi, K.; Welfens, P.J.J.:** The Economic Impact of Trump: Conclusions from an Impact Evaluation Analysis, October 2020
- No. 283 **Welfens, P.J.J.:** Optimal Inward Foreign Direct Investment Share within an International M&A Setting, November 2020
- No. 285 **Hanrahan, D.:** Tax Challenges of the Digitalized Economy, December 14<sup>th</sup> 2020
- No. 286 **Welfens, P.J.J.:** Corona-Impfpolitik-Perspektiven: Grundlagen, Probleme und Strategieoptionen, December 19<sup>th</sup> 2020 (Vorabversion)

- No. 287 **Welfens, P.J.J.; Wilke, A.:** Urban Wind Energy Production Potential: New Opportunities, December 21<sup>st</sup> 2020
- No. 288 **Welfens, P.J.J.:** The Background of Trumpism and its Main Economic Effects, December 30<sup>th</sup> 2020
- No. 289 **Gries, T.; Welfens, P.J.J.:** Testing as an Approach to Control the Corona Epidemic Dynamics and Avoid Lockdowns, January 11<sup>th</sup> 2021
- No. 290 **Gries, T.; Welfens, P.J.J.:** Testen als Ansatz zur Kontrolle der Corona-Epidemie und zur Vermeidung von Lockdowns, January 11<sup>th</sup> 2021
- No. 291 **Celebi, K.; Welfens, P.J.J.:** The Stock Market, Labor-Income Risk and Unemployment in the US: Empirical Findings and Policy Implications, January 27<sup>th</sup> 2021
- No. 295 **Welfens, P.J.J.:** Nationale und globale Impfstoffbeschaffung in einer Pandemie-Situation: Rationale Patent-Ersatzoption, February 18<sup>th</sup> 2021
- No. 296 **Welfens, P.J.J.:** National and Global Vaccine Procurement in a Pandemic Situation: Rational Patent Replacement Option, April 7<sup>th</sup> 2021
- No. 297 **Welfens, P.J.J.:** Gesundheitsförderung und Klimapolitik: Neue Krankenversicherungs-Perspektiven zu Marktdynamik und Klimafortschritt, March 24<sup>th</sup> 2021
- No. 299 **Dauenhauer, C.; Perret J.K.:** Determinants of Purchasing Behavior – On the Interaction of Price Anchors and the Framing of Price Changes, April 9<sup>th</sup> 2021
- No. 300 **Roeger, W.; Welfens, P.J.J.:** Foreign Direct Investment and Innovations: Transmission Dynamics of Persistent Demand and Technology Shocks in a Macro Model, April 20<sup>th</sup> 2021
- No. 301 **Welfens, P.J.J.; Celebi, K.:** FDI Globalization and the New Phillips Curve: Role of Multinational Companies and Institutional Changes, April 12<sup>th</sup> 2021
- No. 302 **Welfens, P.J.J.:** Neue Ungleichheits- und Modernitätsanalyse: Ökonomische Perspektiven und Soziologie-Fehlsicht, July 9<sup>th</sup> 2021
- No. 303 **Welfens, P.J.J.:** New Inequality and Late Modernity Analysis: Economic Perspectives and Sociological Misperceptions, July 27<sup>th</sup> 2021
- No. 304 **Welfens, P.J.J.:** Nouvelle analyse de l'inégalité et de la modernité tardive : Perspectives économiques et perceptions sociologiques erronées, July 28<sup>th</sup> 2021

## **Weitere Beiträge von Interesse:**

### **Titels of related interest:**

- Paul J.J. Welfens** (2019), Klimaschutzpolitik - Das Ende der Komfortzone: Neue wirtschaftliche und internationale Perspektiven zur Klimadebatte, Springer Heidelberg
- Paul J.J. Welfens** (2019), The Global Trump - Structural US Populism and Economic Conflicts with Europe and Asia, Palgrave Macmillan London
- Paul J.J. Welfens** (2018), Brexit aus Versehen: Europäische Union zwischen Desintegration und neuer EU, 2.A., Springer Heidelberg
- Paul J.J. Welfens; Samir Kadiric** (2018), Bankenaufsicht, Unkonventionelle Geldpolitik und Bankenregulierung, DeGruyter Oldenbourg
- Paul J.J. Welfens** (2017), An Accidental BREXIT: New EU and Transatlantic Economic Perspectives, Palgrave Macmillan London
- Paul J.J. Welfens** (2017), Macro Innovation Dynamics and the Golden Age, New Insights into Schumpeterian Dynamics, Inequality and Economic Growth, Springer Heidelberg
- Paul J.J. Welfens** (Nov. 2016), Brexit aus Versehen: Europäische Union zwischen Desintegration und neuer EU, Springer Heidelberg
- Paul J.J. Welfens; Jens K. Perret; Tony Irawan; Evgeniya Yushkova** (2015), Towards Global Sustainability, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens; A. Korus; T. Irawan** (2014), Transatlantisches Handels- und Investitionsabkommen: Handels-, Wachstums- und industrielle Beschäftigungsdynamik in Deutschland, den USA und Europa, Lucius & Lucius Stuttgart
- Paul J.J. Welfens** (2013), Grundlagen der Wirtschaftspolitik, 5. Auflage, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens** (2013), Social Security and Economic Globalization, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens** (2012), Clusters in Automotive and Information & Communication Technology, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens** (2011), Innovations in Macroeconomics, 3<sup>rd</sup> revised and enlarged edition, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens** (2011), Zukunftsfähige Wirtschaftspolitik für Deutschland und Europa, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens; Cillian Ryan, eds.** (2011), Financial Market Integration and Growth, Springer Berlin Heidelberg
- Raimund Bleischwitz; Paul J.J. Welfens; Zhong Xiang Zhang** (2011), International Economics of Resource Efficiency, Physica-Verlag Heidelberg
- Paul J.J. Welfens; John T. Addison** (2009), Innovation, Employment and Growth Policy Issues in the EU and the US, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens; Suthiphand Chirathivat; Franz Knipping** (2009), EU – ASEAN, Springer Berlin Heidelberg

- Paul J.J. Welfens; Ellen Walther-Klaus** (2008), Digital Excellence, Springer Berlin Heidelberg
- Huub Meijers; Bernhard Dachs; Paul J.J. Welfens** (2008), Internationalisation of European ICT Activities, Springer Berlin Heidelberg
- Richard Tilly; Paul J.J. Welfens; Michael Heise** (2007), 50 Years of EU Economic Dynamics, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens; Mathias Weske** (2007), Digital Economic Dynamics, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens; Franz Knipping; Suthiphand Chirathivat** (2006), Integration in Asia and Europe, Springer Berlin Heidelberg
- Edward M. Graham; Nina Oding; Paul J.J. Welfens** (2005), Internationalization and Economic Policy Reforms in Transition Countries, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens; Anna Wziatek-Kubiak** (2005), Structural Change and Exchange Rate Dynamics, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens; Peter Zoche; Andre Jungmittag; Bernd Beckert; Martina Joisten** (2005), Internetwirtschaft 2010, Physica-Verlag Heidelberg
- Evgeny Gavrilenkov; Paul J.J. Welfens; Ralf Wiegert** (2004), Economic Opening Up and Growth in Russia, Springer Berlin Heidelberg
- John T. Addison; Paul J.J. Welfens** (2003), Labor Markets and Social Security, Springer Berlin Heidelberg
- Timothy Lane; Nina Oding; Paul J.J. Welfens** (2003), Real and Financial Economic Dynamics in Russia and Eastern Europe, Springer Berlin Heidelberg
- Claude E. Barfield; Günter S. Heiduk; Paul J.J. Welfens** (2003), Internet, Economic Growth and Globalization, Springer Berlin Heidelberg
- Thomas Gries; Andre Jungmittag; Paul J.J. Welfens** (2003), Neue Wachstums- und Innovationspolitik in Deutschland und Europa, Physica-Verlag Heidelberg
- Hermann-Josef Bunte; Paul J.J. Welfens** (2002), Wettbewerbsdynamik und Marktabgrenzung auf Telekommunikationsmärkten, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens; Ralf Wiegert** (2002), Transformationskrise und neue Wirtschaftsreformen in Russland, Physica-Verlag Heidelberg
- Paul J.J. Welfens; Andre Jungmittag** (2002), Internet, Telekomliberalisierung und Wirtschaftswachstum, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens** (2002), Interneteconomics.net, Springer Berlin Heidelberg
- David B. Audretsch; Paul J.J. Welfens** (2002), The New Economy and Economic Growth in Europe and the US, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens** (2001), European Monetary Union and Exchange Rate Dynamics, Springer Berlin Heidelberg
- Paul J.J. Welfens** (2001), Internationalization of the Economy and Environmental Policy Options, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens** (2001), *Stabilizing and Integrating the Balkans*, Springer Berlin Heidelberg

**Richard Tilly; Paul J.J. Welfens** (2000), *Economic Globalization, International Organizations and Crisis Management*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens; Evgeny Gavrilencov** (2000), *Restructuring, Stabilizing and Modernizing the New Russia*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens; Klaus Gloede; Hans Gerhard Strohe; Dieter Wagner** (1999), *Systemtransformation in Deutschland und Rußland*, Physica-Verlag Heidelberg

**Paul J.J. Welfens; Cornelius Graack** (1999), *Technologieorientierte Unternehmensgründungen und Mittelstandspolitik in Europa*, Physica-Verlag Heidelberg

**Paul J.J. Welfens; George Yarrow; Ruslan Grinberg; Cornelius Graack** (1999), *Towards Competition in Network Industries*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens** (1999), *Globalization of the Economy, Unemployment and Innovation*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens** (1999), *EU Eastern Enlargement and the Russian Transformation Crisis*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens; S. Jungbluth; H. Meyer; John T. Addison; David B. Audretsch; Thomas Gries; Hariolf Grupp** (1999), *Globalization, Economic Growth and Innovation Dynamics*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens; David B. Audretsch; John T. Addison; Hariolf Grupp** (1998), *Technological Competition, Employment and Innovation Policies in OECD Countries*, Springer Berlin Heidelberg

**John T. Addison; Paul J.J. Welfens** (1998), *Labor Markets and Social Security*, Springer Berlin Heidelberg

**Axel Börsch-Supan; Jürgen von Hagen; Paul J.J. Welfens** (1997), *Wirtschaftspolitik und Weltwirtschaft*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens; George Yarrow** (1997), *Telecommunications and Energy in Systemic Transformation*, Springer Berlin Heidelberg

**Jürgen v. Hagen; Paul J.J. Welfens; Axel Börsch-Supan** (1997), *Springers Handbuch der Volkswirtschaftslehre 2*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens; Holger C. Wolf** (1997), *Banking, International Capital Flows and Growth in Europe*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens** (1997), *European Monetary Union*, Springer Berlin Heidelberg

**Richard Tilly; Paul J.J. Welfens** (1996), *European Economic Integration as a Challenge to Industry and Government*, Springer Berlin Heidelberg

**Jürgen v. Hagen; Axel Börsch-Supan; Paul J.J. Welfens** (1996), *Springers Handbuch der Volkswirtschaftslehre 1*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens** (1996), *Economic Aspects of German Unification*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens; Cornelius Graack** (1996), *Telekommunikationswirtschaft*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens** (1996), *European Monetary Integration*, Springer Berlin Heidelberg

**Michael W. Klein; Paul J.J. Welfens** (1992), *Multinationals in the New Europe and Global Trade*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens** (1992), *Economic Aspects of German Unification*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens** (1992), *Market-oriented Systemic Transformations in Eastern Europe*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens** (1990), *Internationalisierung von Wirtschaft und Wirtschaftspolitik*, Springer Berlin Heidelberg

**Paul J.J. Welfens; Leszek Balcerowicz** (1988), *Innovationsdynamik im Systemvergleich*, Physica-Verlag Heidelberg